

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Contrats de Prévoyance entre époux

AU

PROFIT DU SURVIVANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

Maurice-Désiré-Alexandre DUTEURTRE

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
BARTIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Contrats de Prévoyance entre époux

AU

PROFIT DU SURVIVANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

Maurice-Désiré-Alexandre DUTEURTRE

Président : M. WEISS, professeur

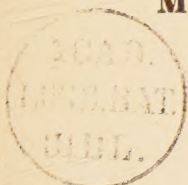
Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908



A MES PARENTS

En témoignage d'affection



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551801_0031

Des Contrats de Prévoyance entre Epoux

Au profit du survivant

INTRODUCTION

Les mesures prescrites par le législateur

Le mariage n'a pas seulement pour but d'associer deux existences et d'imposer à chacun des époux des obligations vis-à-vis de l'autre pendant sa durée. Chaque conjoint contracte au moins le devoir moral d'assurer des ressources à l'autre au cas où lui-même viendrait à disparaître, de manière que le survivant ne soit pas réduit à la misère, par suite du deuil qui vient le frapper. Les époux se doivent réciproquement de se réserver des moyens suffisants pour que le souci du lendemain ne vienne pas empoisonner leur existence; et, lorsqu'il ne peut plus y avoir de collaboration active, en raison de la mort de l'un d'eux, il faut que, par d'autres moyens, celui qui n'est plus ait songé à constituer au profit du survivant un fonds de ressources équivalant à celui qu'au-

raient réalisé les apports pécuniaires provenant de son activité, si la mort n'était venue bouleverser ses projets. Une association qui, pendant son cours, a donné lieu à une union aussi étroite que celle résultant de la société conjugale, doit conserver des effets juridiques après sa dissolution par décès, et maintenir, au profit du survivant, un certain droit à la persistance de la situation pécuniaire qui fut la sienne pendant le mariage. En acceptant de s'unir sous la loi du mariage, les époux ne se sont pas seulement promis un dévouement mutuel de tous les instants; ils ont entendu prévoir l'avenir et éviter que le survivant ne tombe dans le malheur le jour où il se verra privé de l'assistance de son conjoint; il est naturel au cœur de l'homme, quand il éprouve une affection profonde pour une autre personne, de ne pas vouloir son bonheur seulement pour un temps, mais de mettre en œuvre toutes les qualités de son intelligence et de son activité, pour placer cette personne à l'abri des déboires de la pauvreté, non seulement pendant la vie commune, mais encore après la dissolution, causée par la mort, de la société conjugale.

Le patrimoine des époux n'est pas constitué par une pensée égoïste; le mariage est dominé par l'idée d'une fin commune à poursuivre et l'indissolubilité des intérêts de chacun des époux doit survivre aux événements qui viennent arrêter la vie du

ménage. Il doit en être ainsi, si l'on pense que « c'est au sein de cette union que se développent et se fortifient les sentiments d'abnégation, de désintéressement et de commisération, les devoirs de sacrifice, de modération et de prudence, les affections les plus intimes, les plus douces et les plus pures par lesquelles les hommes puissent être liés entre eux ».

Une des raisons pour lesquelles le mari est désigné à peu près par les législateurs de tous les temps et de tous les pays comme le chef de l'association conjugale est que, à raison de sa nature physique et de ses aptitudes intellectuelles, il est mieux qualifié pour prévoir l'avenir, pour augmenter le patrimoine commun et pour mettre en réserve les ressources que commande la prévoyance de l'avenir. La destination principale du patrimoine commun est d'assurer l'existence des enfants et aussi de se procurer des moyens suffisants pour que celui qui aura la douleur de voir partir l'autre ne soit nullement exposé au besoin.

Il apparaît donc comme indispensable que le survivant conserve quelques droits sur l'ensemble des biens, qu'il a contribué à former, ou tout au moins, à conserver par ses qualités de travail et d'économie. Même sous les régimes matrimoniaux où les patrimoines de chacun sont restés séparés, il importe de

1. Ahrens. *Cours de droit naturel*, tome II, p. 274.

donner satisfaction à ce sentiment de prévoyance, en recourant à l'une des combinaisons (rentes viagères ou assurances sur la vie), que la pratique contemporaine des affaires offre à tous ceux qui se montrent soucieux du lendemain.

Le législateur lui-même s'est préoccupé de donner satisfaction à ces idées en fondant sur l'affection présumée de chacun des époux envers l'autre, un droit de succession réciproque, lorsque le mariage est dissous par la mort de l'un des conjoints. La loi du 9 mars 1891 a d'abord décidé que l'obligation alimentaire consacrée par l'article 205 persiste après le décès, à la charge de la succession du prémourant, au profit de l'époux survivant. Par là le législateur a reconnu que l'effet de la société conjugale se prolongeait même après sa dissolution. Cette réforme a été introduite pour donner satisfaction aux sentiments des époux l'un pour l'autre ; chacun d'eux ne saurait être quitte vis-à-vis de son conjoint s'il ne lui assurait, même après la mort, l'aisance qu'il lui a procurée de son vivant. Une disposition analogue se retrouvait déjà dans la législation romaine. Justinien avait accordé au conjoint pauvre une part d'enfant avec maximum du quart de la succession du prédécédé ; c'était la quarte du conjoint pauvre (1). Cette institution passa dans les pays de droit écrit, où l'augment

1. *Novelles*, 22, 53, 74 et 117 de Justinien.

de dot était une promesse par laquelle le mari s'engageait à rendre une somme en sus de la dot, pour assurer l'existence de la femme. En droit coutumier, celle-ci bénéficiait du douaire conventionnel ou légal ; il était légal, à défaut de stipulation expresse, dans un grand nombre de coutumes. Généralement, il consistait en un usufruit (1).

Se conformant à cette tradition, le législateur, en 1891, a créé au profit de l'époux survivant, deux droits distincts, d'abord une créance alimentaire dont le principe est inscrit dans l'article 205, nouvelle rédaction. Avant 1891, la situation du conjoint survivant était, en effet, des plus malheureuses ; il ne venait à la succession qu'à défaut de tout parent légitime, et même d'enfant naturel. On a voulu attribuer l'imprévoyance du législateur de 1804 à une erreur dans la préparation des textes du code civil sur ce sujet. On a dit notamment que, lors de la discussion au Conseil d'Etat, Treilhard avait déclaré qu'il y avait dans le projet un article 55 qui sauvegardait les droits du conjoint survivant, en lui attribuant un usufruit du tiers de la succession. En réalité, cet usufruit du tiers est accordé par l'article 754 aux père et mère sur les biens qui passent à une autre ligne, lorsque les biens sont recueillis par des collatéraux

1. Pothier. *Traité du Douaire*, n° 1. — *Introduction à la coutume d'Orléans*, titre XII, n° 1.

de cette autre ligne. En définitive le régime du code était injuste : lorsqu'il n'y avait pas d'enfant du mariage, le survivant n'avait même pas la jouissance légale de l'article 384 (lequel n'est accordé d'ailleurs que jusqu'à 18 ans), et il pouvait connaître les privations après avoir vécu dans une certaine aisance. Au cours de xix^e siècle on a cherché souvent à excuser l'oubli commis par le code de 1804, en alléguant que les époux étaient toujours en mesure de parer aux besoins du survivant, par une libéralité contenue soit dans le contrat de mariage, soit dans un acte ultérieur. Mais cette réponse était peu satisfaisante, car le rôle du législateur est précisément d'assurer la protection des intérêts de la famille, pour le cas où l'homme n'y songerait pas. En n'accordant au conjoint un droit successoral qu'après épuisement de la vocation héréditaire des parents, le code avait consacré une véritable iniquité.

La jurisprudence avait cherché un moyen de remédier à cette lacune du Code ; elle admettait que la dette alimentaire entre époux, visée par l'article 212, passait à la charge des héritiers du débiteur(1). Mais cette pratique était contraire aux principes juridiques les mieux établis ; la dette alimentaire a pour caractère essentiel de n'être pas transmissible aux

1. Grenoble, 11 janvier 1863, D. 65.2.6.

héritiers (1). Aussi la loi a-t-elle complété l'œuvre de la jurisprudence ; elle accorde au conjoint survivant un droit de succession à l'usufruit, même en présence de parents très proches (un quart si le défunt a laissé des enfants, un demi en présence de tous autres héritiers du conjoint prédécédé). S'il existe des enfants d'un premier lit, le conjoint recueille une part d'enfant le moins prenant, avec maximum du quart. C'est là un effet juridique de la société conjugale prolongée au delà de la mort (article 767).

La loi de 1891 a, en même temps, consacré le droit du conjoint survivant à des aliments (article 205). Ce droit s'ouvre dans le cas où la vocation successorale, qui passe en première ligne, ne pourrait pas s'ouvrir, c'est-à-dire seulement dans l'hypothèse où les libéralités consenties par le défunt absorberaient toute sa quotité disponible. En effet, le droit de succession du conjoint survivant n'est pas garanti par une réserve contre les libéralités du défunt : l'époux est donc exposé à ne pas succéder, si ces libéralités ont épuisé les biens disponibles.

C'est la succession de l'époux prédécédé qui doit des aliments. Il n'y a pas, à proprement parler, transmission de l'obligation alimentaire. Elle naît directe-

1. Cass. 8 juillet 1857, D. 57. 1. 351. — Besançon, 8 juillet 1879, D. 80. 2. 142.

ment à la charge des héritiers. Le droit du conjoint survivant existe même s'il n'a pas réclamé d'aliments avant la mort, peut-être parce que la fortune ou les gains de l'autre époux lui permettaient une existence à l'abri du besoin. Le montant de la créance alimentaire sera liquidé en appréciant à la fois l'étendue des besoins de l'époux et l'état de la succession (art. 208). C'est, d'ailleurs, la succession elle-même qui doit les aliments ; la fortune personnelle des héritiers n'entre aucunement en compte. L'époux doit les réclamer dans le délai d'un an du décès, ou, au plus tard, jusqu'à la fin du partage si celui-ci n'est pas encore terminé. Après ce délai, le conjoint n'aurait plus aucun droit, lors même qu'il tomberait dans le besoin.

Il y a une autre hypothèse où les aliments sont dûs par la succession et non par les héritiers, c'est celle qui est visée par l'article 762, relative aux enfants adultérins ou incestueux. Seulement cette situation ne comporte pas la limitation d'un délai et les enfants sont admis à réclamer des aliments, même lorsque leur besoin est né postérieurement à l'ouverture de la succession.

La quotité des aliments que la succession pourra être contrainte de fournir au conjoint survivant sera déterminée par les besoins de ce conjoint lors de l'ouverture, comparés avec l'actif héréditaire. Cette quotité peut diminuer et la dette est même de nature à

s'éteindre, si, ultérieurement, le conjoint acquiert de nouvelles ressources qui lui permettent de vivre (1). C'est là le caractère de toute pension alimentaire. Mais elle ne saurait être augmentée à raison de l'accroissement, soit des besoins de l'époux, soit de la valeur de la succession (2).

On a cherché à justifier cette solution par de mauvais arguments : on a dit que la succession du défunt ne pouvait pas s'augmenter. Cette affirmation n'est pas absolument exacte, il se peut très bien qu'une hérédité, ignorée lors du décès, soit reconnue par la suite appartenir au défunt ; de même un procès peut être pendant lors du décès, sur la propriété de certains biens, les héritiers le gagnent ultérieurement, la succession devient manifestement beaucoup plus riche qu'elle ne l'était antérieurement. Il est donc très facile de concevoir des hypothèses où l'époux pourrait prétendre à une augmentation de pension que la loi lui refuse formellement. On a ajouté que la succession ne subsiste, comme personne juridique, par conséquent comme débitrice, que pendant une année ; mais cette conception de l'hérédité envisagée comme personne juridique,

1. Déclarations conformes de M. Lacombe au Sénat.

2. Déclarations du même au Sénat, et Déclarations de M. Piou à la Chambre. (*Annuaire de Législation française*, 1892, page 154, en note).

même pour ce délai restreint, n'est pas sérieusement soutenable. S'il existe des héritiers, la succession n'a jamais été douée d'existence juridique.

Le seul motif qui puisse être fourni à l'appui de la disposition de la loi, c'est qu'il est difficile, après un certain temps, de reconnaître les biens héréditaires. Cependant, là encore, l'objection n'est pas absolument décisive. La difficulté d'éviter la confusion des biens successoraux avec ceux des héritiers a dû être écartée par un inventaire, car, pour savoir si la quotité disponible a été absorbée, la confection d'un inventaire s'impose. En réalité, il ne paraît pas possible de légitimer la décision de la loi, en tant qu'elle refuse au conjoint la faculté de demander une augmentation de sa pension proportionnelle à l'accroissement de la valeur de la succession.

Cette pension est d'ailleurs traitée plus favorablement à deux autres points de vue. A la différence du droit de succession, la pension alimentaire continue au profit de l'époux survivant, même quand celui-ci se remarie ; elle subsiste également (nouvelle différence avec le droit de succession) en cas de séparation de corps prononcée au détriment du conjoint survivant.

En principe, cette dette alimentaire ne prend pas naissance, lorsque le conjoint est seul héritier en propriété de la fortune du prédécédé. Mais, dans l'hypothèse où des créanciers successoraux se révèle-

raient l'époux survivant ne pourrait pas leur opposer sa créance alimentaire et passer avant eux (1).

Le paiement de la dette alimentaire s'exécute de la manière suivante : elle est prélevée sur l'hérédité, elle présente donc le caractère d'une dette de la succession ; la conséquence nécessaire, c'est qu'elle ne peut être acquittée par les héritiers qu'*intra vires* et elle ne pourrait jamais être réclamée sur les biens personnels des héritiers ; elle ne vise que la succession impersonnellement ; elle n'est exigible que dans les limites de l'actif héréditaire. Mais, dans la pratique, les héritiers ne sauraient alléguer l'existence d'une limite à leur obligation que s'ils ont pris la précaution de dresser préalablement un inventaire de la succession en vue d'établir d'une manière régulière la consistance des biens laissés par le défunt. En définitive, ils sont, par rapport à la dette alimentaire envers le conjoint survivant, placés dans la situation d'un héritier bénéficiaire qui serait dispensé de l'acceptation au greffe.

Cette dette, présentant le caractère d'un devoir familial, se répartit entre tous les héritiers proportionnellement à leur part successorale ; d'autre part, le fait qu'elle grève l'actif laissé par le défunt suffit à la mettre à la charge des légataires universels et à titre universel ; d'ailleurs, si la quote part dont béné-

1. Poitiers, 7 juillet 1897. *Sir.* 98.2.35. D. 98.2.409.

ficient ces derniers était trop réduite, les légataires particuliers en deviendraient débiteurs, car le défunt n'a pu consentir de libéralités qu'après avoir assuré la satisfaction des obligations qui lui incombait. Seulement, l'obligation à la dette alimentaire ne prendrait naissance à la charge des légataires particuliers que s'il n'y a pas eu séparation des patrimoines ou acceptation bénéficiaire de la succession ; en effet, en l'absence de l'une ou l'autre de ces deux mesures, les légataires particuliers peuvent réclamer le paiement de leurs libéralités sans s'inquiéter des dettes du défunt et l'héritier, par son acceptation pure et simple, ou par suite de la confusion des patrimoines, est tenu de payer intégralement.

La règle générale, d'après laquelle le conjoint passe avant les légataires, a pour résultat de constituer à son profit une sorte de réserve, puisqu'il peut réclamer la prestation des aliments, sans que son droit soit atteint par les libéralités du défunt. Le législateur s'est préoccupé ici de la situation particulièrement digne de pitié d'une personne qui ne possède pas les ressources nécessaires à son existence et qui a été réduite à cette condition malheureuse par la disparition de son époux. C'est une légère compensation apportée au système successoral de la loi, qui ne garantit nullement la vocation héré-

ditaire du conjoint survivant par la sanction d'une réserve.

On s'est demandé si le conjoint pouvait exiger des garanties d'ordre conventionnel pour la sûreté des aliments que le législateur lui accorde. Il ne nous semble pas que la loi de 1891 doive être interprétée avec une semblable portée. Assurément les héritiers peuvent compromettre l'actif successoral par des dilapidations ou par une mauvaise gestion ; mais le droit à la pension, n'existant au profit de l'époux que sur l'hérédité, doit subir les fluctuations par lesquelles passe l'actif successoral ; le législateur a établi la rente alimentaire pour le cas où le défunt aurait lassé des biens et tant que ses biens subsisteraient ; le conjoint ne saurait demander davantage ; par conséquent, sauf dans l'hypothèse où les héritiers, mus par un sentiment généreux, consentiraient à conférer une hypothèque au conjoint celui-ci sera réduit aux chances de paiement qu'il possède d'après la nature de l'actif laissé par le défunt et les qualités de gestion et d'exploitation que présentent les héritiers. Le caractère même de prestation périodique que la loi attache à cette pension exclut également la possibilité de mettre en réserve sans le consentement des héritiers, un capital affecté au service de la pension, de manière à préserver le créancier de tout aléa dans l'avenir. La seule garantie que puisse invoquer le conjoint, c'est la séparation des patri-

moins, qu'il peut demander en sa qualité de créancier du défunt et qui lui permet de venir sur l'actif successoral, par préférence aux créanciers personnels des héritiers. Toutefois, il demeure exposé au concours des autres créanciers successoraux et sa condition n'est pas meilleure que la leur.

Ainsi, même sans aucune convention, le conjoint bénéficie d'une créance d'aliments sur les biens laissés par son époux prédécédé. Un autre effet de la société conjugale qui survit à la dissolution de cette société, c'est la faculté de réclamer un droit successoral en vertu de l'article 767. C'est seulement dans l'hypothèse où l'article 767 ne s'appliquerait pas, la succession étant épuisée par des libéralités, que le droit de créance alimentaire s'ouvre en faveur de l'époux. Mais, si la situation inverse se présente, c'est-à-dire quand l'actif n'est pas entièrement absorbé par des donations ou des legs, le conjoint est appelé comme successeur en vertu de l'article 767.

Le fondement de ce droit successoral est de nature toute spéciale. Il ne repose pas, comme les autres vocations héréditaires, sur l'idée de co-propriété qui se transformerait, après la mort de l'un des associés, en un droit unique et exclusif en faveur du survivant. Ce texte n'a point non plus pour but de ménager une vocation héréditaire très énergique à l'époux, puisque celui-ci n'est appelé qu'à défaut

de tout successible jusqu'au douzième degré et passe seulement avant l'Etat. La nature juridique du droit qui s'ouvre pour lui, droit consistant en un usufruit viager, permet de se rendre compte du but qu'a poursuivi le législateur. La succession entre époux est en réalité une véritable prolongation de la pension alimentaire au sens large, elle est destinée à assurer au conjoint une situation pécuniaire sensiblement équivalente à celle dont il a joui pendant le mariage. Le caractère même de la société conjugale exige qu'il en soit ainsi ; la brusque rupture de l'union conjugale par la mort ne doit pas avoir pour résultat de priver de ressources le survivant. La quotité du droit en usufruit qui est assuré à ce dernier témoigne de l'intention du législateur. L'usufruit de l'époux est de moitié en présence de la plupart des membres de la famille du conjoint prédécédé ; de cette manière la situation antérieure n'est pas sensiblement changée ; puisqu'à deux ils vivaient jusque-là avec toutes les ressources du ménage, celui qui demeure seul conservera une situation analogue avec la jouissance de la moitié des mêmes ressources. En cas d'existence d'enfants, l'usufruit est réduit au quart des biens, mais, il ne faut pas oublier que le conjoint possède l'usufruit légal du surplus de la succession, au cas où les enfants communs sont âgés de moins de dix-huit ans ; tant qu'il les aura à sa charge, il disposera donc d'un supplément de ressources pour

satisfaire aux obligations relatives à leur éducation.

En résumé, le droit ouvert par le législateur au profit de l'époux survivant, soit dans l'article 767, soit à défaut dans l'article 205, n'est autre qu'une créance alimentaire ; indépendamment des arguments qui ont été déjà présentés à l'appui de cette idée, il serait encore possible de justifier le caractère juridique de ce droit en constatant que : 1° l'époux est, le cas échéant, assujetti, non pas à un rapport, mais à une imputation, c'est une application de la règle générale concernant les créanciers (les héritiers, au contraire, sont astreints au rapport, article 767, § 8) ; 2° d'autre part, les libéralités reçues par lui du défunt ne peuvent être cumulées avec l'usufruit légal, c'est là le signe certain du caractère subsidiaire et purement alimentaire de cet usufruit. La loi a donc considéré qu'il était absolument normal que chacun des époux songeât à assurer l'existence du survivant.

Il reste maintenant à se demander (ce qui sera l'objet du présent travail) s'il n'est pas possible de faire plus, et si des précautions plus énergiques ne peuvent pas être prises pour assurer au survivant un avenir meilleur. Nous verrons, à ce sujet, qu'il existe trois procédés différents pour améliorer le sort de l'époux. Il y a d'abord la possibilité d'opérer des dépôts à la Caisse des retraites pour la vieillesse ;

souvent aussi une rente viagère sera stipulée, moyennant l'abandon d'un capital, en faveur du survivant ; enfin l'assurance sur la vie permet mieux que n'importe quelle combinaison de réaliser le devoir de prévoyance auquel il serait immoral de se dérober pendant le mariage. Nous étudierons ces différents procédés dans trois chapitres successifs.

CHAPITRE I

Les dépôts à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse

Le mécanisme de ces dépôts est organisé par les lois des 25 juin 1850 et 20 juillet 1886. C'est là une application certaine de l'obligation incombant aux deux époux de pourvoir aux besoins du survivant. Le législateur s'est préoccupé avant tout, dans ces lois, de réserver à la femme la possibilité d'assurer l'entretien du ménage ; mais, comme en définitive, chacun des époux possède les mêmes droits quant aux versements effectués, c'est bien dans un but général de prévoyance que ces lois ont été promulguées.

L'Etat s'est efforcé, par là, de donner aux ménages de petite condition la facilité de se garantir une pension pour les vieux jours, l'orsqu'un âge trop avancé mettrait les conjoints dans l'impossibilité de travailler. D'autre part, la loi du partage établit entre chacun des deux époux une situation égale, car les

versements opérés par l'un profitent nécessairement pour moitié à l'autre ; toute pensée d'épargne égoïste est par là proscrite. L'objectif de la loi est bien mis en lumière dans le discours prononcé par M. Benoist d'Azy à l'Assemblée législative : « Pour la pension de retraite des employés de l'Etat, la reversibilité de la pension au profit de la femme est une chose de droit et d'usage... ce qui est vrai pour le fonctionnaire est aussi vrai pour l'ouvrier lui-même, il ne faut pas que sa femme reste dans la misère après lui... Là où un homme est marié, lorsqu'il fait un profit, il ne peut le faire par moitié pour sa femme et pour lui ; le dépôt fait par la femme profite également au mari comme à elle » (1). La loi de 1850 s'est donc inspirée du devoir d'assistance réciproque entre époux. Chaque époux bénéficie pour moitié des versements qui sont effectués par l'autre. On s'écarte certainement ainsi des principes stricts de la communauté, dans les cas où elle constitue le régime matrimonial des époux. Mais on respecte davantage le devoir naturel de prévoyance que chacun des conjoints doit observer dans ses rapports avec l'autre. La pension que les époux se préparent à l'aide de deniers communs n'entre pas dans la communauté ; la loi en fait un propre pour chacun des conjoints, et les ressources pécuniaires du survivant se trouvent ainsi notablement accrues.

1. *Moniteur* du 11 juin 1850, p. 2005.

Dans la pratique, c'est surtout aux femmes que cette disposition profite. Si elle formait un bien commun, la pension ne sera touchée par la veuve que si elle acceptait la communauté ; étant un bien propre, elle lui est acquise malgré sa renonciation à la communauté. La loi s'est attachée ainsi à ménager à la veuve d'un artisan, d'un employé ou d'un ouvrier une pension analogue à celle des veuves des fonctionnaires. Elle la protège ainsi contre la vieillesse dans la même proportion où le mari est secouru. Ce serait seulement dans l'hypothèse où les conjoints seraient séparés l'un de l'autre depuis plus d'une année que le juge de paix pourrait, suivant les circonstances, accorder l'autorisation de faire des versements au profit exclusif du déposant (art. 6, al. 6).

La loi du 20 juillet 1886 est venue élargir la portée de la réforme dont le principe remontait déjà à 1850. La loi de 1850 avait maintenu le principe de l'autorisation maritale pour les versements effectués par la femme. Dans la pratique, la Caisse des retraites avait décidé, en 1854, que la femme mariée même commune en biens serait admise à effectuer sans autorisation des versements minimes ne dépassant pas les économies journalières du ménage. L'épouse, disait-on, pour justifier cette solution, est qualifiée pour agir ainsi en vertu du mandat tacite qu'elle tient de son mari pour les menues dépenses

domestiques (1). Mais le principe de l'autorisation maritale n'en demeurerait pas moins inscrit dans la loi et son observation paraissait s'imposer dans tous les cas où les chiffres des versements n'étaient plus en rapport avec celui des économies. La loi du 20 juillet 1886 est venue supprimer la nécessité de cette autorisation et elle reconnaît à l'épouse le pouvoir absolu de prendre des mesures de prévoyance ; quel que soit le régime matrimonial auquel elle est soumise elle peut opérer seule des versements à la Caisse des retraites. Mais, comme en fait, la femme sera le plus souvent mariée sous le régime de la communauté, elle reçoit ainsi, dans une mesure notable, la faculté de collaborer non seulement à l'administration actuelle, mais à la mise en réserve de l'épargne pour les besoins futurs. En ce qui concerne spécialement la femme, on peut dire que la loi de 1886 n'a été qu'une des étapes de l'évolution législative qui a abouti, dans son dernier terme, à la loi du 13 juillet 1907 consacrant le libre pouvoir de la femme mariée sur les gains et salaires provenant de son travail. La loi décide formellement que les versements faits par l'un ou l'autre des deux conjoints profitent à chacun d'eux pour moitié; rien

1. Procès-verbaux de la Commission supérieure de la Caisse, séance du 18 février 1854. Archives du Ministère du Commerce.

n'est donc plus facile à ceux qui ne disposent pas des capitaux nécessaires pour contracter une assurance sur la vie que de ménager, de la sorte, un minimum d'existence à l'époux survivant. Chacun des deux conjoints règle de cette façon comme il l'entend, la pension dont profitera le survivant ; dans la limite des versements possibles, aucune restriction ne vient mettre obstacle à la faculté pour chacun de disposer des biens de la communauté dans un but de prévoyance. Tel est le principe qui a été établi par l'article 13 de la loi de 1850, aux termes duquel « le versement opéré antérieurement au mariage, reste propre à celui qui l'a fait... Le versement fait pendant le mariage par l'un des conjoints profite séparément à chacun d'eux par moitié. En cas de séparation de corps ou de biens, le versement postérieur profite séparément à l'époux qui l'a opéré. »

Seulement, il fallait assurer à chacun des époux la possibilité de profiter intégralement des ressources qui lui sont ainsi procurées et de ne pas être obligé de payer indirectement cet avantage par voie de récompense à la communauté, pour les versements opérés à l'aide des deniers communs. Aussi, à cet égard, la doctrine et la jurisprudence n'ont pas tardé à reconnaître que la rente viagère, ainsi formée, avait le caractère d'un propre pour celui qui en profite, et, d'autre part, n'obligeait nullement le bénéficiaire à servir une récompense à la communauté.

Assurément, ces idées ont eu quelque difficulté à prédominer ; c'est ainsi qu'un tribunal, celui de Bar-le-Duc, a d'abord très nettement décidé que, d'après les principes du Code, aucun époux ne saurait se constituer un propre pendant le mariage ; il n'y a d'exception à cette règle que celle qui dérive d'un texte formel de la loi. Or, si à la rigueur, la loi de 1850 permet de considérer comme propre la rente que se procure celui-là même qui a effectué les versements, son texte n'est plus aussi décisif en ce qui concerne l'avantage réservé par le déposant à ses héritiers ou à ses ayants cause ; on retombe donc, dans cette hypothèse, sous l'empire du droit commun et le capital ou la rente ainsi constitués font partie de la communauté. Mais, avec juste raison, la Cour de cassation a infirmé cette décision : elle établit que toute distinction serait inconciliable avec les dispositions de la loi de 1850 ; qu'il s'agisse d'un capital ou d'une rente viagère réservés propres à l'époux survivant, il serait contraire aux prescriptions et au but de la loi que les sommes dont il s'agit tombassent dans la communauté ; par conséquent soit la rente viagère, soit le capital constitué par la Caisse des retraites à l'époux survivant formeront un propre au profit de cet époux (1).

1. Cass., 25 juin 1888. S. 89. 1. 338. Le jugement du tribunal de Bar-le-Duc est rapporté en note sous cet arrêt.

Des hésitations analogues se sont manifestées en ce qui concerne la récompense possible à la communauté. C'est ainsi que, d'après le tribunal de la Seine (1), la dérogation, même admise aux principes généraux relativement au caractère propre de la pension de retraite ou du capital réservé, ne peut nullement porter atteinte au principe général des récompenses. Par conséquent, la femme acceptant la communauté ou y renonçant, devrait, comme le mari, indemniser la communauté de tous les versements effectués avec les deniers communs. Un autre tribunal donne une solution moins radicale : il conviendrait, d'après lui, de distinguer : en ce qui concerne les arrérages de la rente perçue pendant la durée du mariage, aucune récompense ne serait due ; c'est la communauté qui touche lesdits arrérages et aucun des deux époux n'en recueille un profit personnel. Mais dès que l'union conjugale est dissoute par le décès d'un des époux, le survivant bénéficie seul des versements effectués. Il devra donc une récompense, mais calculée seulement sur la valeur en capital de la rente viagère au jour du décès (2). Mais la majorité de la doctrine est fixée en ce sens qu'aucune récompense n'est due : les règles ordinaires de la communauté ne peuvent s'appliquer ici,

1. 29 mai 1888. S. 89. 2. 23.

2. Meaux, 2 février 1870. S. 71. 101.

sous peine de mettre complètement en échec le but même poursuivi par la loi de 1850, qui s'est inspirée avant tout de raisons d'humanité. La loi de 1850 a voulu faciliter l'accomplissement du devoir alimentaire entre les époux, leur ménager plus facilement l'accomplissement de l'obligation de secours dont ils sont tenus l'un vis-à-vis de l'autre : si l'on contraint le bénéficiaire de la rente ou du capital réservés à fournir une récompense à la communauté, le mécanisme même de l'institution se trouve vicié. Comment la loi de 1850 pourrait-elle procurer un avantage sérieux au conjoint survivant, si celui-ci devait restituer à la communauté, sous forme de récompense, les arrérages de la rente ? Il ne saurait être question ici d'éviter l'enrichissement de l'un des patrimoines au détriment de l'autre, crainte qui s'inspire de préjugés surannés tendant à conserver les biens dans les familles. De tous autres sentiments dominant à l'époque contemporaine ; il s'agit de réaliser le devoir de solidarité qui doit unir tous les membres de la société et surtout les époux. L'obligation d'une récompense est donc inconciliable avec le fondement même de la loi de 1850 (1). La jurisprudence la plus récente est fixée en ce sens que les sommes versées pendant le mariage par la commu-

1. *Journal du Notariat*, n° 2196. — *Revue du Notariat*, n° 3004. — Garnier, *Rép. Pér. de l'Enreg.*, n° 3258.

nauté à la Caisse nationale des retraites pour constituer une rente viagère propre au survivant des époux ne donnent pas lieu à récompense au profit de la communauté (1).

En résumé la loi de 1850 et celle de 1886 ont pour traits caractéristiques d'avoir cherché à assurer, d'une manière plus libérale que les institutions successorales, l'existence du conjoint survivant. (Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que l'article 767 n'a été réformé que le 9 mars 1891.)

1. Trib. d'Avranches, 29 mars 1904. — *Rev. Enreg.*, n° 3785, Bernay, 15 novembre 1904, *Journal du Notariat*, 1905, p. 346.

CHAPITRE II

Des réversions d'usufruit ou de rentes viagères au profit du survivant des époux

On entend par clause de réversion, ou de réversibilité, celle en vertu de laquelle il est stipulé que tel droit, appartenant actuellement à l'une des parties, bénéficiera, lors de sa mort, à une autre personne. La réversion résulte, le plus fréquemment, de l'aliénation d'un bien effectuée avec la clause que l'usufruit du bien est réservé par le vendeur, non seulement à son profit, mais en faveur d'une autre personne ; ou encore qu'une rente viagère, formant le prix de la vente, devra être servie, après le décès du vendeur, à un tiers bénéficiaire. Une pareille combinaison est autorisée par la loi (1).

1. Cf. notamment les articles 1121, 1971 et 1973 du Code civil.

Dans cette étude, il faut mettre d'abord de côté l'hypothèse où un tiers constituerait une rente viagère au profit des époux pendant le mariage. Dans ce cas, la rente tomberait assurément en communauté (sauf le cas d'une clause contraire formelle). Il s'agit, en effet, d'une créance mobilière née pendant l'union conjugale et la règle générale, qui comprend dans l'actif de la communauté légale tous les meubles acquis à titre gratuit ou onéreux, s'applique purement et simplement. (Il en serait autrement si la rente était constituée à titre alimentaire, car, alors, elle serait incessible et insaisissable, et ne serait pas susceptible d'entrer dans la communauté, autrement que pour les arrérages.) Mais, dans la pratique, les réversions, soit d'usufruit, soit de rente viagère entre époux, apparaissent le plus fréquemment, comme la condition d'une aliénation.

§ 1. — *Réversions d'usufruit entre époux*

C'est là une combinaison usuelle ; les deux époux se réservent l'usufruit des biens aliénés par eux, en stipulant qu'au décès de l'un d'entre eux, le survivant continuera à jouir, pendant sa vie, de l'usufruit réservé. La jurisprudence a eu à statuer sur cette clause, comme sur celles relatives aux réversions de rentes viagères, surtout en matière d'enregistrement, en raison des droits applicables à la convention dont

il s'agit, et qui sont assez élevés, si la clause est à considérer comme une libéralité entre conjoints.

Partage anticipé. — Tout d'abord, la clause de réversibilité peut se trouver insérée dans une donation à titre de partage anticipé consentie par les père et mère ou autres ascendants à leurs enfants ou petits-enfants. Les époux stipulent que l'usufruit des biens donnés sera réservé à leur profit jusqu'au décès du survivant d'eux. Le plus souvent, l'usufruit dont il s'agit s'applique à tous les biens donnés, sans distinction d'origine et, par conséquent, même aux biens propres de chacun des époux.

Il est certain que la validité de la disposition, ainsi prise par les conjoints pour assurer l'existence de survivant, est des plus contestables. C'est, en effet, un principe formel que les deux époux ne peuvent se faire, pendant le mariage, aucune donation mutuelle par un seul et même acte (art. 1097), et, alors même qu'une clause de ce genre serait insérée dans une donation-partage, elle n'en serait pas moins dénuée d'efficacité ; telle est, d'ailleurs, l'opinion qui est enseignée par la Cour suprême et qui résulte notamment d'un arrêt de la chambre civile en date du 19 janvier 1881 : « Attendu qu'aux termes de l'article 1097, les époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre vifs, ni par testament, une donation mutuelle et réciproque

par un seul et même acte ; qu'aucune exception à cette règle n'est écrite dans la loi ; que la circonstance que pareille donation serait insérée dans un partage de biens, que les époux auraient fait entre leurs enfants, et dont elle serait la condition, n'en change aucunement le caractère, et que la disposition de l'article 1121, qui permet de stipuler pour un tiers, ne suffit point à justifier une dérogation à une règle d'ordre public établie pour assurer la révocabilité des donations entre époux ; attendu que si, chacun des mariés G., usant de la faculté accordée par l'article 949, a pu, dans la donation-partage faite à leurs enfants, se réserver l'usufruit des biens donnés, ils ne pouvaient se donner l'un à l'autre l'usufruit réservé que par des actes séparés ; que, dès lors, en déclarant valable la donation d'usufruit entre époux, l'arrêt attaqué a violé l'article précité (1). » Il y a même une Cour d'appel qui est allée très loin dans cette voie, et qui a décidé que la nullité de la clause de réversion devait entraîner la nullité de l'acte entier qui renferme cette clause, c'est-à-dire la donation-partage elle-même (2) ; mais

1. S. 81. 1. 108 ; D. 81. 1. 181. — Cf. Cass., 26 mars 1855. S. 55. 1. 355 ; D. 55. 1. 64. — Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, t. VIII, § 744, texte et note 13. — Réquier. *Traité des partages d'ascendants*, n° 137. — Laurent. *Principes de droit civil français*, t. XV, n° 324.

2. Arrêt d'Amiens du 10 novembre 1853. S. 53. 2. 690 ; D. 54. 2. 92.

cette interprétation est certainement exagérée ; si la clause de réversion est nulle, elle est seulement réputée non écrite, puisqu'elle est contenue dans un acte de libéralité (1).

Il est regrettable que l'application stricte des textes du Code conduise à prononcer la nullité d'une mesure de prévoyance qui est fréquemment prise de cette manière par les époux, surtout à la campagne. On sait combien les partages d'ascendants y sont fréquents. Il est rare que des cultivateurs âgés continuent à supporter le poids d'une exploitation trop lourde pour leurs forces ; ils comprennent que plus ils avanceront en âge et moins ils seront à même d'assurer la prospérité ou l'entretien de leur domaine ; ils décident alors d'abandonner celui-ci à leurs enfants, par voie de partage d'ascendants ; ce procédé leur offre, en outre, l'avantage de répartir de leur vivant leurs biens entre leurs descendants, et d'attribuer à chacun le lot qui répond le mieux à ses convenances. Mais, en même temps, ils entendent se réserver les ressources nécessaires à leur subsistance pour leurs vieux jours ; la stipulation d'un usufruit à leur profit réalise parfaitement ce but. Seulement, mus par un sentiment d'affection réciproque, ils désirent que la situation du survivant ne soit pas amoindrie par le décès du prémourant, et ils veulent lui

1. Art. 900. — Laurent, t. XV, n° 324.

assurer l'intégralité de l'usufruit ainsi retenu. Rien n'est plus louable que ce sentiment de prévoyance et d'amitié réciproque, et cependant, dans l'état actuel de nos lois, la Cour de cassation estime qu'il ne peut recevoir satisfaction, du moins sous la forme qui vient d'être décrite, et dont l'emploi est si commode pour des cultivateurs.

Ce résultat a paru si choquant, qu'une réforme a été proposée sur ce point ; elle tendrait à introduire dans notre Code civil un texte nouveau, qui validerait dans tous les cas les réserves d'usufruit qui sont de pratique courante dans les actes de donation-partage. Cette proposition si humaine, et qui, à notre avis, devrait recueillir des adhésions unanimes, a cependant été écartée par un avis du Conseil d'État, en date des 15 et 17 avril 1886, ainsi conçu : « Lorsque deux époux, dans la distribution de leur patrimoine, non contents de se réserver, chacun de son côté, vis-à-vis des enfants entre lesquels ils les partagent, la jouissance respective des biens conjointement donnés, stipulent encore à leur profit mutuel la réversibilité de cette jouissance, d'une tête sur l'autre, le bénéfice de l'acte de partage tourne entièrement à leur faveur ; en effet, dans cette hypothèse, la donation-partage, en ne conférant aux enfants que la nue-propriété d'un héritage dont ils avaient l'expectative légale en propriété pleine, retarde encore à leur préjudice le terme normal de la conso-

lisation de cette même propriété entre leurs mains ; il est impossible alors, de ne pas voir dans la clause, en vertu de laquelle cette prolongation de jouissance s'opère au profit du survivant des donateurs, une libéralité mutuelle et réciproque entre époux tombant dans le droit actuel sous le coup des articles 1096 et 1097 et légitimement atteinte par ces deux articles, à raison de son caractère excessif. En pareil cas, l'exception proposée à la règle de ces articles n'aurait d'autres effets, à l'égard des actes autorisés par l'article 1075, que de fausser leur caractère même, en y laissant prédominer l'intérêt des époux donateurs sur l'intérêt et les droits des enfants.

Toutes les fois que, au contraire, l'usufruit réservé n'étant assis que sur une partie des biens mis en partage, la valeur en reste inférieure à la part de jouissance que les époux s'abstiennent de retenir, la réserve d'usufruit, dans son ensemble, se résout en une charge alimentaire, que légitime le sacrifice fait aux enfants par les époux ; ainsi restreinte, la clause de réversibilité ne présente plus d'une libéralité entre époux que les apparences, et elle échappe alors, même dans le droit actuel et sans qu'il soit nécessaire d'en modifier les termes, à l'article 1097 et à l'article 1096 tout à la fois ;... il n'appartient qu'aux tribunaux de reconnaître sur chaque espèce, d'après l'ensemble des dispositions du partage, et en tenant compte de l'importance respective des avantages que les époux

y concèdent et de ceux qu'ils s'attribuent, les cas où les deux articles s'appliquent et ceux où ils ne s'appliquent pas (1).

Il est regrettable que le Conseil d'Etat n'ait pas consenti à entrer sur ce point dans la voie d'une réforme législative ; la Haute-Assemblée considère que la réserve d'un usufruit au profit du survivant des époux peut, pendant une longue période, contrarier les espérances légitimes des donataires, qui avaient compté obtenir, dès la mort du prémourant de leurs auteurs, la possession de l'héritage familial. Mais il semble que l'intérêt du survivant des époux doit également entrer en ligne de compte ; si l'usufruit réservé s'arrête au décès du premier des conjoints, l'autre pourra se trouver dans une situation des plus pénibles, et ne possédera, la plupart du temps, d'autre ressource que celle de s'adresser à ses enfants pour leur demander la prestation d'une pension alimentaire.

Toutes ces considérations ont impressionné parfois les tribunaux et un autre courant s'est dessiné à plusieurs reprises dans la jurisprudence. On a essayé d'échapper à la nullité en rédigeant d'une autre manière la clause qui assure intégralement au survivant l'usufruit des biens donnés ; par exem-

1. *Journal de l'Enregistrement*, n° 22, 750. — *Revue du Notariat*, n° 429.

ple, au lieu d'exprimer que les donateurs se réservent, pour eux et le survivant, l'usufruit de tous les biens donnés, on stipule que chaque donateur se réserve séparément l'usufruit des biens qu'il a personnellement donnés, en imposant au donataire pour le cas où il survivrait à son conjoint, comme condition de sa propre libéralité en nue-proprieté, l'obligation de le laisser jouir, pendant sa vie, de la part du prémourant dans les biens faisant l'objet du partage anticipé.

On a essayé quelquefois de faire plus encore et on a employé un artifice de rédaction aux termes duquel l'usufruit du survivant des donateurs ne commencerait à courir que quelques jours après le décès du prémourant ; de cette manière, on espérait éluder l'application des articles 1906 et 1907, puisque l'usufruit, pendant un certain temps, passerait sur la tête des donataires et serait censé sortir de leur patrimoine pour être abandonné ensuite au survivant. Mais toutes ces combinaisons ont été écartées par la Cour suprême (1).

Les arrêts du 26 juillet 1869 sont ainsi conçus : « Attendu qu'il résulte de ces clauses, dont l'appréciation appartient à la Cour de cassation, que l'acte (contenant partage anticipé) du 23 juin 1864 consti-

1. Cass., 14 nov. 1865. S. 66. I. 123 ; D. 66. I. III. — 3 arrêts du 26 juillet 1869. S. 69. I. 475 ; D. 69. I. 476.

tuait, outre la donation actuelle en nue propriété faite aux enfants, une véritable libéralité entre époux soumise à l'événement du décès, en tant qu'il attribuait au survivant des donateurs l'usufruit de la portion d'immeuble donnée par le prémourant aux enfants communs; qu'à la vérité, les donateurs, au lieu de se réserver l'usufruit des biens pour eux et le survivant d'eux, ont stipulé chacun personnellement la réserve de l'usufruit des biens par lui donné et imposé aux donataires l'obligation de le laisser jouir pendant sa vie, de la part du prémourant; mais que ce n'a été là qu'un moyen détourné, ou, comme l'exprime le jugement attaqué lui-même, un circuit fait pour assurer au survivant la jouissance de la totalité des immeubles et, par conséquent, de ceux du prémourant aussi bien que des siens propres; que cette combinaison, imaginée en vue de dissimuler la pensée véritable de l'acte, n'en saurait changer les dispositions, et qu'en réalité la stipulation par laquelle chacun des époux s'était, avec le concours à l'acte et par conséquent avec le consentement tacite de l'autre, réservé, en cas de survie, l'usufruit de la part du prémourant, avait constitué dans leur intention une donation éventuelle et mutuelle, qui ne peut être considérée comme une dépendance et une condition de la donation par eux faite aux enfants communs; attendu, dès lors, que lorsque l'événement prévu est arrivé

par le décès de V..., survenu le 2 août 1865, il s'est opéré de celui-ci à la femme survivante, une transmission de l'usufruit des immeubles à lui appartenant, dans ceux qui avaient fait l'objet du partage anticipé, et qu'en supposant que l'acte d'où elle procédait fût annulable, cette transmission n'en aurait pas moins été passible du droit de mutation. » (L'arrêt dont il s'agit a été, en effet, rendu au sujet d'une question de perception de droits d'enregistrement et c'est une règle constante, en matière d'enregistrement, que l'administration doit percevoir l'impôt, sans se préoccuper de la validité des actes, qu'elle n'a pas à contrôler et dont elle n'est pas juge).

Plus récemment encore, on a fait une dernière tentative pour valider la stipulation consistant à laisser l'usufruit des biens donnés, au décès de l'un des ascendants donateurs, sur la tête du survivant d'eux, et l'on a imaginé la formule suivante : « Les réserves et conditions concernant l'usufruit sont imposées aux donataires par chacun des donateurs personnellement et séparément, comme charge de son concours à la donation ; elles ne pourraient donc, dans aucun cas, être considérées comme donnant lieu à une libéralité entre époux. » Malgré cette clause, un tribunal n'a pas hésité à voir dans la stipulation d'usufruit une donation mutuelle et éventuelle entre époux, nulle à ce titre (1).

1. Seine, 1^{er} février 1878, *J. E.* 20687.

Ce n'est donc que dans les hypothèses où l'usufruit, qui est stipulé réversible, ne porte que sur une partie des biens compris dans le partage anticipé et peut être considéré comme l'équivalent d'une pension alimentaire, que la clause de réversibilité est valable. Nous estimons, au contraire, que, dans tous les cas, la stipulation devrait être validée, parce qu'elle permet d'assurer, dans un grand nombre de ménages, qui comptent parmi les plus intéressants (les ménages d'agriculteurs et de petits propriétaires ruraux), la satisfaction d'un sentiment noble et élevé entre tous, le désir d'assurer après la mort la subsistance du conjoint, qui a toujours plus ou moins contribué, sinon à la formation, du moins à l'entretien du patrimoine familial. « Les deux époux, a écrit excellemment M. Bouniceau-Gesmon, ont voulu réciproquement assurer au survivant d'entre eux les ressources dont ils jouissaient ensemble, et dont le survivant aura d'autant plus besoin, qu'il sera réduit aux douleurs comme aux nécessités matérielles de la solitude et de la vieillesse. Pensée éminemment prévoyante, conjugale, libérale, et qui, bien que compliquée peut-être, à raison des éventualités de la mort, d'une préoccupation personnelle (dont on n'est jamais sûr), n'en procède pas moins, au fond, d'un sentiment généreux. Et quand, après tout, la pensée première des deux époux serait une pensée d'égoïsme, du moment où elle est évidem-

ment tempérée par le sentiment généreux, et que le degré ou la nuance d'égoïsme, qui se rencontrerait dans l'acte, éminemment psychologique de deux époux, ne peut être ni mesuré, ni pondéré, et conséquemment évalué dans ses rapports avec le principe généreux, il en résulte bien qu'il ne faut en tenir aucun compte.

« Le motif légal, la raison d'être juridique, la preuve aussi de la donation, c'est ce fait bien évident que chacun des époux a préféré à ses propres héritiers son conjoint. Il n'en faut pas davantage pour prouver qu'il y a libéralité. Le fait d'exhérédation implique forcément la donation. Disons donc qu'il y a ici une donation et une libéralité... Qu'importe maintenant le plus ou le moins d'aléas qu'elle comportera dans son exécution. Mais il n'y a même pas d'aléa véritable, puisqu'il n'y pas la moindre chance de perte, et qu'il n'y a pour chacun des joueurs, si joueurs il y a, que chances de gain. Bref, il n'y a là qu'une condition suspensive jointe à la libéralité ; c'est une donation éventuelle ou conditionnelle suspensive, voilà tout. Voilà ce que les époux ont voulu faire, ce qu'ils ont fait au fond. Ce qu'ils ont fait dans la forme importe peu (1). »

Nous persistons à penser, malgré les arrêts répétés de la Cour suprême, que la règle stricte des ar-

1. *Revue pratique de Droit*, t. XXI, p. 296 et s.

articles 1096 et 1097 ne devrait pas s'appliquer à notre hypothèse, parce que, bien loin de présenter un caractère dangereux pour les conjoints, la libéralité mutuelle n'est qu'une forme du contrat de prévoyance entre époux, et ne peut, à ce titre, qu'être approuvée et encouragée. Il serait donc urgent que la réforme proposée en 1886 et écartée par suite de l'avis contraire du Conseil d'Etat soit reprise et discutée devant les Chambres.

Aliénations à titre onéreux. — Il résulte des motifs invoqués par la Cour suprême que la réversion d'usufruit doit être annulée, lorsqu'elle est réciproque entre époux, non seulement dans les donations mais encore dans les aliénations à titre onéreux consenties par deux époux, de biens leur appartenant ou dépendant de la communauté. C'est ce que la Cour de cassation a jugé par un arrêt du 8 août 1853, aux termes duquel l'acte considéré contient deux dispositions distinctes : 1° Une réserve d'usufruit contre l'acquéreur jusqu'au décès du dernier vivant des vendeurs et 2° une véritable libéralité mutuelle entre époux, par suite de la réversibilité de cet usufruit du prémourant au profit du survivant des vendeurs (1).

Au point de vue fiscal, l'enregistrement n'ayant pas à se préoccuper de la validité des actes, perçoit

1. S. 53. I. 637 ; D. 53. I. 252.

les droits applicables aux donations éventuelles, c'est-à-dire un droit fixe de 7 fr. 50 (avec les décimes 9 fr. 38) lors de l'enregistrement de la vente ou de la donation-partage, et à l'époque du décès du prémourant des conjoints, le survivant appelé à profiter seul de l'usufruit réversible est tenu de souscrire une déclaration à ce sujet dans le délai de six mois et d'acquitter le droit de mutation par décès entre époux sur la valeur de l'usufruit afférent aux biens provenant du défunt. Cette solution n'avait jamais présenté de difficultés pour la vente de biens propres à l'un des époux seulement, accompagnés de réserve d'usufruit au profit du survivant ; mais elle a présenté plus d'une difficulté dans son application aux ventes de biens communs. L'administration avait décidé longtemps qu'à l'égard des ventes des biens-acquêts la réserve de l'usufruit au profit du survivant ne formait qu'une condition aléatoire, sans réciprocité de libéralité, et qu'elle ne donnait ouverture ni à l'exigibilité du droit fixe, ni à celle du droit de mutation par décès (1). Mais depuis l'arrêt de cassation de 1853, qui décide que la réversion au profit du survivant des donateurs de biens propres et de biens communs est une libéralité pour le tout, l'administration a décidé d'attribuer le même caractère à la réversion d'usufruit stipulée dans la vente

1. Instr., 1767, § 6.

de biens communs. Elle déclare que la circonstance que les biens originairement donnés ou vendus dépendaient de la communauté des époux ne change rien au fond des choses. A défaut de stipulation contraire, les époux sont censés propriétaires, chacun par moitié, des biens acquis durant leur communauté (1). Dès lors, ils ne peuvent, au cours du mariage, acquérir des droits de propriété ou d'usufruit sur la part de l'un ou de l'autre qu'au moyen d'un abandon volontaire et réciproque. Cet abandon, lorsqu'il est consenti au profit du survivant, présente le caractère d'une donation éventuelle. Dès lors, le droit fixe de 7 fr. 50 est exigible sur l'acte de vente contenant la clause de réversion et, au décès du premier mourant, l'impôt de mutation par décès est dû sur la valeur imposable de l'usufruit de la part du défunt dans les biens vendus (2).

Cependant, si la réversion d'usufruit au profit du survivant des époux s'applique à une aliénation de biens communs, la réversion ne donne lieu au droit de 7 fr. 50 lors de l'enregistrement de l'acte et à l'impôt de mutation par décès, à l'époque de la mort du prémourant des époux, que si l'usufruit à recueillir par le survivant excède la part lui revenant dans

1. Code civ., 1474.

2. Cf. Cass., 6 mai 1857. — Dalloz, 57. 1. 298, et Inst. 2114, § 10.

l'usufruit de la totalité des biens de communauté compris dans l'acte de disposition. Il en résulte, à titre de conséquence, que, pour déterminer le montant du droit de mutation par décès exigible, il est indispensable de procéder à la liquidation de la communauté ayant existé entre les époux, en vue d'établir la part qui revient à chacun d'eux dans les biens aliénés et de déterminer, par suite, l'importance de l'usufruit dont le survivant profite en vertu de la réversion. C'est ce qui ressort d'une solution de la régie, en date du 5 janvier 1869, rendue à l'occasion d'une réversion d'usufruit stipulée dans une donation de biens propres et de biens communs. L'administration a admis que « le droit de mutation par décès ne serait exigible, en ce qui concerne les immeubles de communauté réservés, qu'autant que le revenu de ces immeubles excéderait celui de la moitié des immeubles de communauté donnés (1).

§ 2. — Réversion de rente viagère entre époux

Il convient, à cet égard, de distinguer plusieurs hypothèses : la stipulation de réversibilité de la rente peut être insérée : 1° dans un acte d'aliénation de biens dépendant de la communauté établi entre

1. *Rep. pér. de l'Enreg.* n° 2.865.

les époux ; 2° dans un acte d'aliénation de biens propres à l'un des époux personnellement ; 3° dans un acte d'aliénation de biens propres à chacun des époux respectivement.

Dans toutes ces hypothèses, on peut remarquer que l'intention des époux est toujours la même ; il s'agit, pour le prémourant, de constituer au profit du survivant une valeur propre qui ne soit pas susceptible d'être comprise dans le partage de la communauté entre le survivant et le représentant de l'époux prédécédé. Il reste à se demander dans quelle mesure la volonté des époux va recevoir satisfaction.

1° *Réversibilité entre époux stipulée dans un acte d'aliénation de biens communs.* — Il n'est pas douteux, d'abord, que toute rente viagère acquise par des époux communs en biens au moyen de valeurs de communauté, et sans qu'il y ait aucune clause de réversibilité, constitue un acquêt de communauté. En effet, de droit commun, tous les biens acquis pendant le mariage aux frais de la communauté, soit par les deux époux, soit par l'un d'eux, entrent dans l'actif de cette communauté. L'acquisition d'une rente viagère, en échange de biens communs, n'étant pas comprise au nombre des causes d'acquisitions qui exceptionnellement font des propres, cette rente forme un acquêt et doit, à la dissolution de la communauté, être partagée par moitié

entre l'époux survivant et les héritiers du prédécédé (1).

Mais, s'il est certain que cette hypothèse ne soulève aucune difficulté, il est loin d'en être ainsi, lorsque la rente acquise avec des deniers communs est stipulée réversible, en totalité, au profit du survivant des époux. Alors de graves difficultés s'élèvent sur la question de savoir quels sont la valeur et les effets d'une semblable clause.

D'après une première opinion, enseignée par MM. Aubry et Rau (2), malgré la stipulation de réversibilité au profit du survivant, la rente constitue un propre de communauté, dont le profit sera, le cas échéant, partageable entre l'époux survivant et les héritiers du prémourant. Il ne saurait, en effet, dépendre des époux, en dehors des conditions prescrites pour le remploi, de créer des propres au profit de l'un d'eux : « Il n'y a aucune raison de distinguer à cet égard entre l'acquisition d'une rente viagère et celle d'un immeuble. Toute convention, expresse ou tacite, qui aboutirait à un pareil résultat, serait

1. Telle était déjà la doctrine de l'ancien droit. — Lebrun. *Traité de la communauté*, livre I, chapitre V, Distinction 2, n° 7. — Pothier. *Constitution de rente*, n° 242 ; et la plupart des auteurs modernes la reproduisent. — Mourlon. *Dissertation dans Dalloz*. 65. 2. 73. — Aubry et Rau, t. V, § 507, texte et note 9, 4^e édition. — Laurent, t. XXI, n° 218.

2. T. V, p. 283, § 507, texte et note 9.

nulle, soit comme tendant à modifier les effets légaux du régime de communauté, soit comme constituant une donation mutuelle faite entre conjoints par le même acte » (art. 1097). M. Laurent exprime la même opinion : « Nous croyons que MM. Aubry et Rau ont eu raison d'abandonner l'opinion qu'ils avaient enseignée dans leur première édition (et d'après laquelle la rente appartiendrait bien au survivant, mais à charge de récompense à la communauté) Il est vrai que les époux doivent récompense à la communauté du profit personnel qu'ils en retirent, mais cela suppose que ce profit est légitime. Or, c'est précisément là la difficulté. Est-il permis de stipuler qu'un bien de communauté sera propre à l'un des époux ? Non ; donc le système croule par sa base (1). » La même opinion est enseignée par MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. D'après ces auteurs, toute solution attribuant la rente viagère au survivant des époux heurte à la fois la règle de l'article 1097 et le principe, inscrit dans l'article 1395, de l'immutabilité des conventions matrimoniales (2). Cette opinion a été également soutenue par Mourlon (3), et dont l'argumentation peut être résumée ainsi qu'il suit. Si la rente a été déclarée réversible seulement sur la tête du survivant,

1. T. XXI, n° 219.

2. *Traité du Contrat de mariage*, t. I, p. 679.

3. Note insérée dans le *Recueil de Dalloz*. 65. 2. 73.

elle forme, conformément à l'opinion de MM. Aubry et Rau et Laurent, un acquêt de communauté qui, à l'événement du prédécès de l'un des constituants, doit être partagé entre eux ; peu importe qu'ils aient eu l'intention de faire de cette rente un bien propre à chacun d'eux ; l'immutabilité des conventions matrimoniales s'oppose à la réalisation d'une semblable intention : elle ne permet pas aux époux mariés en communauté de se créer des propres avec des acquisitions faites au moyen des valeurs de cette communauté. Si, au contraire, la rente a été stipulée réversible sur la tête et *au profit* du survivant, la stipulation doit être considérée comme nulle, attendu qu'elle déroge aux conventions matrimoniales

La doctrine de MM. Aubry et Rau, Laurent et Mourlon, aussi bien que celle de MM. Baudry, Le Courtois et Surville, aboutit en définitive à décider que la rente viagère, bien que stipulée réversible en entier sur la tête du survivant, doit être partagée entre lui et la succession du prédécédé. Mais une semblable opinion a le défaut de heurter directement la volonté bien arrêtée des parties, qui a été manifestement d'éviter que la rente viagère tombât dans le patrimoine commun.

Quel pourra être le profit du survivant auquel les époux ont pensé et qu'ils ont voulu assurer, si le survivant, par suite du partage, ne reçoit que la

moitié de la rente qui avait été dans l'acte initial intégralement réservée à son profit ? Avec un semblable système, sous prétexte de procéder à une application littérale des textes, on méconnaît absolument la volonté des parties contractantes. Assurément, lorsque les parties n'ont pas manifesté d'une manière quelconque l'intention de se faire une dotation mutuelle et réciproque, la rente viagère qui a été acquise avec les deniers de la communauté doit devenir un acquêt de cette communauté et être partagée entre la succession et le survivant. Mais on ne conçoit pas la possibilité d'attribuer la rente au survivant tout en lui imposant l'obligation de payer une récompense ; de deux choses l'une, ou bien la rente viagère a été conçue comme une libéralité dont les époux entendaient assurer le profit au survivant : qu'on en fasse donc un bien de communauté selon l'article 1395 ; mais de quel droit les tribunaux changent-ils la convention en une vente, en font-ils un propre et obligent-ils le survivant à payer sous forme de récompense le prix de l'avantage qu'il reçoit ? C'est modifier d'une manière absolue les termes de la stipulation initiale et l'intention primitive des parties ; l'œuvre de la jurisprudence devrait être avant tout de respecter l'intention des parties quand cette interprétation est compatible avec les règles du Code, mais elle n'a pas le pouvoir de substituer à la convention primitive une stipula-

tion d'une autre nature. Ou bien l'on est en présence d'une libéralité que les époux ont entendu se faire mutuellement par un seul et même acte et alors elle doit être annulée en vertu de l'article 1097 ; mais elle ne saurait être convertie en un autre contrat ; sinon le survivant est privé de l'avantage dont son conjoint avait désiré le gratifier.

Aussi, est-il facile de comprendre qu'une autre opinion se soit fait jour et que des essais aient été tentés pour aboutir à un résultat plus satisfaisant. Quel est, en définitive, le but poursuivi dans un acte où les deux époux se constituent, moyennant l'aliénation des biens de communauté, une rente viagère réversible en entier sur la tête du survivant ? Ils s'efforcent, avant tout, de parer aux éventualités que pourra engendrer la dissolution prématurée de l'union conjugale : ils veulent que le survivant, quel qu'il soit, conserve, même après cet événement, la situation dont il jouissait auparavant ; il y a là un pacte qui répond éminemment à une pensée de bienveillance, mais qui présente en même temps le caractère d'un contrat aléatoire.

La doctrine est passée par plusieurs étapes pour essayer d'arriver à résoudre le problème dans un sens plus conforme aux intérêts véritables des époux. Au début, tout en reconnaissant que la rente réversible constitue un bien de communauté, on s'est efforcé de laisser le contrat produire tout son effet et

d'attribuer la rente exclusivement au survivant sans l'assujettir au paiement d'une récompense. Et ce raisonnement permet aussi d'échapper à la nullité édictée par l'article 1097. Le contrat par lequel une rente viagère est stipulée comme prix d'aliénation d'un bien commun avec réversion au profit du survivant appartient en totalité à ce dernier non pas en vertu d'une donation, mais par l'effet d'une convention à titre onéreux et aléatoire. En définitive, chacun des époux a concédé à l'autre un droit éventuel à la totalité de la rente que servira le tiers acquéreur et en échange, il lui a été attribué un droit exactement semblable. C'est en ce sens que se prononçaient les premiers commentateurs du Code civil (1). D'après ce dernier arrêt, la stipulation dont il s'agit ne formerait point une donation réciproque de la moitié de la rente que le survivant des époux aurait à recueillir dans la succession du prédécédé ; le prix stipulé tout entier au profit du dernier survivant des époux est un des éléments de la vente de choses qui leur appartenaient en commun ; ils forment une condition sans laquelle ni l'un ni l'autre des conjoints n'aurait con-

1. Duranton, *Cours de C. civil*, t. XVIII, n° 136. — Troplong, *Du contrat de mariage*, t. II, n° 1200 et *Traité des contrats aléatoires*, n° 254. — Sa jurisprudence a quelquefois aussi statué en ce sens : Paris, 25 mars 1844, *Journal des Notaires*, n° 11.981. — Cass., 15 mai 1844. S. 44.1.428. — Cass. 15 mai 1866. S. 66. 1.304. D. 66. 1.201.

senti aux aliénations, et qui ne peut en être séparée.

Dès lors, aucune récompense n'est due et la conséquence serait au point de vue fiscal, qu'il n'y aurait pas de droit de mutation par décès à exiger, puisque la rente procède d'une convention, sans doute aléatoire, mais à titre onéreux, et qu'il n'y a pas lieu d'obliger l'époux bénéficiaire au versement d'une récompense, qui formerait, pour la moitié, une créance d'indemnité appartenant au défunt et, par suite, de nature à être déclarée au Trésor avec les autres biens dépendant de la succession.

Seulement, on a critiqué ce raisonnement. Dans un rapport présenté au Conseil d'Etat dans les séances du 15 et 17 avril 1886, M. Paul Dupré parlant au nom de la section de législation du Conseil d'Etat, a montré qu'il était impossible de ne pas décomposer l'opération dont il s'agit en deux phases : il y a d'abord une vente et ensuite une constitution de rente à titre onéreux comme prix de l'aliénation faite. Et le contrat ne cesse jamais d'être à titre onéreux au regard du débiteur, soit que celui-ci se trouve en présence des époux, soit que le service de la rente ne puisse plus être fait qu'à l'un d'eux. Mais, considéré par rapport aux époux, le contrat change de nature et s'analyse en une libéralité réciproque, parce que les chances de survie ne sont pas égales pour chacun. En fait, il sera rare qu'ils aient tous deux le même âge et surtout qu'ils possèdent la même vigueur phy-

sique, leur donnant le même espoir de parcourir tous deux un même cycle d'années. Dès lors, la libéralité résultera de la différence des chances de survie qui appartenaient aux deux conjoints lors de la constitution de rente. On a remarqué aussi qu'avec une semblable conception la réserve légale se trouvait atteinte étant donné l'absence de récompense.

Alors, on s'est efforcé de justifier d'une autre manière l'attribution exclusive de la rente viagère ainsi obtenue au survivant des conjoints. Il faut toujours s'attacher à l'idée d'après laquelle il y a lieu de respecter l'intention des époux, qui a été d'assurer au survivant des moyens d'existence. Dès lors, la rente viagère réversible est un bien de communauté ; aucune difficulté ne saurait s'élever à cet égard. Cependant, la clause de réversion doit produire son effet ; elle équivaut à une donation mutuelle et éventuelle que chacun des époux aurait consentie à l'autre pour le cas où il lui survivrait. Il n'existe aucun texte du titre du contrat de mariage qui interdise à l'un des époux de disposer d'un bien de la communauté au profit de l'autre. Ils sont, en définitive, copropriétaires des biens communs et, la volonté de chacun des copropriétaires intervenant dans l'acte dont il s'agit, la disposition est parfaitement régulière ; de plus, la donation est affranchie aux termes de l'article 1973, de la forme notariée prescrite pour les libéralités entre vifs. Mais alors s'élève

toujours l'objection tirée de l'article 1097, d'après lequel les époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire ni par acte entre vifs, ni par testament aucune donation réciproque par un seul et même acte. M. Labbé a cru pouvoir y répondre de la manière suivante :

« L'article 1097 n'est point une règle générale qui gouverne toutes les libéralités sans distinction. Il cesse de recevoir son application quand il s'agit de libéralités qui forment une disposition accessoire d'un acte à titre onéreux ; ce serait seulement aux libéralités faites à titre principal, et d'une manière indépendante, que le texte s'appliquerait. En d'autres termes, l'article 1097 appartient au système des formes prescrites pour les donations mais cette législation ne concerne pas les libéralités résultant indirectement de la constitution d'une rente à titre onéreux, parce que l'article 1973 édicte en ce cas l'exemption des formalités requises pour les actes à titre gratuit (1).

Mais la plupart des auteurs admettent que ce raisonnement ingénieux n'est pas juridique. Sans doute, l'article 1097 constitue une prohibition se référant à la forme, mais il semble certain que l'ar-

1. Cf. Labbé, note Sirey sous Paris, 12 février 1864. S. 65.
2. 4. *Journal de Pal.*, p. 86 et 87. — Sirey. S. 77. 1. 393. —
M. Lyon-Caen, note Sirey, 77. 2. 3., à propos d'une question d'assurance entre époux communs en biens au profit du survivant.

ticle 1973 n'a prévu que les constitutions *simples* de rente viagère, c'est-à-dire la donation à titre accessoire qu'une seule des parties consent au profit de l'autre ; il est resté étranger aux donations mutuelles et réciproques qui, même ayant pour objet une rente viagère, demeurent sous l'empire de l'article 1097 (1).

M. Laurent ajoute que le contrat est aléatoire : « Or un contrat aléatoire n'est pas une donation, c'est un acte à titre onéreux ; donc on reste sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire que les époux veulent transformer en propre un droit de communauté, ce qu'ils n'ont pas le droit de faire (2) . »

Aussi, la jurisprudence s'est formée peu à peu dans le sens de l'attribution intégrale de la rente viagère au survivant ; elle n'a pas cherché à construire cette théorie sur des bases juridiques bien nettes ; elle s'est inspirée plutôt des nécessités pratiques et il lui a paru que, si la rente viagère réversible entre époux est propre au survivant, c'est parce que la destination naturelle d'une rente viagère déclarée réversible est de former la propriété intégrale du dernier bénéficiaire ; sinon, la réalisation du contrat de pré-

1. Aubry et Rau, t. VIII, § 743, texte et note 14. — Memin, *Traité de la réversion entre époux*, 1891, p. 88. — Baudry, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, n° 279.

2. T. XV, n° 219.

voyance entre époux deviendrait impossible par cette voie ; et, par cette interprétation, la jurisprudence a suivi une orientation qui ne peut qu'être approuvée au point de vue de la justice et de l'humanité bien qu'incomplète puisqu'elle admet l'obligation de récompense à la charge de l'époux bénéficiaire. La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens depuis 1873 ; la Cour de cassation a rendu à cet égard deux arrêts les 20 mai et 30 décembre 1873, qui ont marqué d'une manière définitive la direction à suivre par les tribunaux(1).

Dans l'espèce qui avait donné lieu à l'arrêt de 1873 deux époux avaient vendu un immeuble dépendant de leur communauté moyennant un prix payé comptant et, en outre, des rentes viagères évaluées ensemble à un capital de 16.850 francs ; ces rentes étaient stipulées payables en entier jusqu'au décès du survivant. Le mari, survivant, et institué légataire universel de sa femme, avait recueilli tout l'avantage de ces stipulations ; et il se refusait à verser à la communauté le montant d'une récompense à laquelle les héritiers de la femme prétendaient vouloir l'astreindre. La Cour de cassation n'insiste pas sur l'argumentation en vertu de laquelle l'époux survivant peut se prévaloir de l'acte constitutif et réclamer la totalité de la rente ; elle dit simplement « qu'il ré-

1. S. 73. 1. 339 ; D. 74. 1. 72 ; S. 74. 1. 129 ; D. 74. 1. 363.

sultait du caractère aléatoire des contrats passés par les époux, non qu'ils ne procureraient pas au survivant des époux un profit qui lui serait personnel, mais uniquement qu'il était incertain, au moment de leur formation, quel serait celui des deux en faveur duquel l'avantage se réaliserait ; que toute incertitude à cet égard a cessé à l'événement du décès de la femme et que le mari survivant au profit de qui l'avantage a été dès lors définitivement réalisé, a été placé par là dans la nécessité de satisfaire à l'obligation consacrée par l'article 1437 », c'est-à-dire de payer une récompense. En un mot, la jurisprudence ne s'explique pas sur le caractère juridique du titre en vertu duquel la rente viagère profite exclusivement à l'époux survivant ; mais, et ceci est des plus regrettables, elle dénie à ce dernier l'autorisation de conserver la rente sans payer une indemnité au représentant de l'autre époux.

Nous avons examiné les avantages et les inconvénients de cette jurisprudence : elle produit assurément un bon résultat en ce qu'elle autorise l'époux survivant à recueillir l'avantage que, dans un sentiment de prévoyance, l'autre conjoint avait voulu lui assurer : seulement, cette jurisprudence présente un défaut capital, en ce qu'elle n'est pas véritablement conforme à la réelle intention des parties, car elle aboutit à obliger l'époux survivant à acquitter le prix de cette rente sous la forme d'une récompense ;

L'époux survivant ne peut, en définitive, recueillir un bénéfice de l'opération que si la récompense est inférieure à la somme qu'il serait obligé actuellement de déboursier pour obtenir une rente d'importance égale : or, la jurisprudence n'a pas toujours adopté un mode de calcul qui permit à l'époux même débiteur d'une récompense de retirer un certain profit de la réversion.

C'est en effet au sujet du montant de la récompense due par l'époux qui garde en propre la rente viagère réversible que les difficultés se sont surtout produites.

Il convient, d'abord, d'écarter une opinion qui est restée personnelle à MM. Rodière et Pont (1) et d'après laquelle le survivant devrait, à titre de récompense, rendre aux héritiers du prédécédé la moitié des arrérages de la rente viagère qu'il touchera. Un pareil système équivaut à celui dans lequel la rente viagère appartient à la communauté et doit être partagée entre le survivant et les héritiers du prédécédé, car, en définitive, la rente par elle-même ne forme qu'un titre nu, et elle ne se manifeste pratiquement que par les arrérages qu'elle produit. Dès lors qu'on oblige l'époux à rapporter la moitié des arrérages, c'est que la rente elle-même est comprise dans les biens de communauté. Une semblable opinion est donc incompatible avec la théorie de la

1. *Traité du contrat de mariage*, nos 871 et 951.

jurisprudence d'après laquelle la rente forme un propre au profit de l'époux survivant.

Mais quel est le montant de la récompense ainsi mise à la charge de l'époux bénéficiaire par la jurisprudence, abstraction faite de l'opinion, restée isolée, de MM. Rodière et Pont ?

A cet égard trois systèmes ont été successivement suivis :

PREMIER SYSTÈME. — Dans un premier système, la base de la récompense adoptée est déterminée par le montant du capital constitué ou aliéné, lors de création de la rente. A défaut d'évaluation de ce capital indiquée dans l'acte de constitution, la récompense serait égale au capital au denier 10 de la rente. Ce système a été notamment suivi, au début, par l'administration de l'enregistrement qui invoquait à son appui l'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII : « La valeur de la propriété, de l'usufruit ou de la jouissance des biens meubles est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel : n° 6, pour la création de rentes soit perpétuelle, soit viagère ou de pension à titre onéreux, par le capital constitué et aliéné ; n° 7 pour la cession ou le transport desdites rentes ou pensions et pour leur amortissement ou rachat, par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement (1). »

1. Sol. de l'Enreg., 14 août 1879, *J. E.* 21193. — Trib. de Mamers, 27 février 1872, *J. E.* 19444.

Mais ce système ne saurait être suivi qu'en matière fiscale, et n'a pu avoir de valeur obligatoire à aucune époque, en dehors de la perception des droits d'enregistrement. Même en cette matière, d'ailleurs, un jugement du tribunal de Villefranche, en date du 23 août 1878, a décidé que la pratique adoptée par l'administration et consistant à liquider la récompense, à défaut de capital constitué et aliéné, sur dix fois la rente viagère, ne repose sur aucune base légale ; en réalité, la récompense due à la communauté doit être égale à la somme dont le survivant s'enrichit au préjudice de cette communauté, c'est-à-dire à la valeur de la moitié de la rente viagère au jour du décès du conjoint prémourant, laquelle valeur, à défaut de déclaration estimative, doit être déterminée d'après les circonstances (1). On a marqué, d'ailleurs, avec raison, en se plaçant au point de vue du droit civil, que le système primitivement suivi par l'administration de l'enregistrement prêtait à la critique en ce qu'il ne tenait aucunement compte des arrérages encaissés par la communauté et qui représentent une fraction du capital aliéné ; dès lors, si on oblige l'époux survivant à rapporter intégralement à la masse commune le capital à titre de récompense, celle-ci devient supé-

1. *J. E.*, 20972.

rieure au profit personnel que l'époux survivant a retiré de l'opération (1).

En outre, si on admet, avec la Cour de cassation que, en cas de vente par l'un des époux d'un immeuble propre pendant le mariage moyennant une rente viagère, la communauté lui doit récompense de la portion des arrérages perçus qui excède le revenu de l'immeuble aliéné (2), on doit, à l'inverse, décider que, si la communauté aliène l'immeuble ou un capital mobilier moyennant une rente viagère réversible sur la tête du survivant des époux, elle ne doit reprendre, sous forme de récompense payée par l'époux survivant, le capital aliéné que sous la déduction de la valeur de la rente dont la communauté a profité.

DEUXIÈME SYSTÈME. — Dans un second système, le montant de la récompense due par l'époux qui recueille, au décès de son conjoint, une rente viagère constituée au moyen de deniers communs et stipulée réversible sur la tête du survivant, est égale à la valeur de la rente au jour de la réversion, sans pouvoir dépasser le chiffre de la somme déboursée pour la réversion de la rente.

Telle est l'opinion qui a été suivie par une solution

1. Cf. Prieur. *Théorie générale des récompenses dans son application aux rentes viagères et assurances sur la vie*. Thèse, Paris, 1908, p. 82.

2. Cassation, 8 avril 1872, S. 72.1.224 ; D. 72.1.108,

rendue par l'administration de l'enregistrement le 6 août 1881 (1).

En définitive, dans cette opinion, on estime qu'il serait injuste et même contraire à l'article 1437 de faire rapporter à la communauté par le survivant la totalité du capital aliéné comme représentant son profit personnel. Ce système a été développé par M. Dubois, chef du contentieux, puis sous-directeur de la Compagnie d'assurances générales (2).

« Le capital aliéné par les époux pour l'acquisition de la rente réversible sur la tête du survivant peut être considéré comme comprenant deux éléments distincts : le prix d'une rente à servir pendant l'existence simultanée des deux époux et en second lieu, le prix d'une rente à servir au survivant à partir du décès de son conjoint. C'est cette seconde rente seulement qui constitue le profit personnel du survivant ; c'est donc seulement du prix de cette seconde rente que le survivant peut être tenu de faire récompense à la communauté. Il est, dès lors, bien évident que, si le contrat constitutif de la rente contenait

1. *J. E.*, 21.671. *Rép. pér. de l'Enreg.*, n° 5689, — Jugement du trib. civ. de la Seine du 25 fév. 1903 sous Paris. D. 04.2.77. — Comp. Cass., 16 déc. 1867. S. 68.1.118 ; D. 68.1.270. — Paris, 26 juin 1880. S. 80.2.315 ; D. 81.2.207. — Lyon, 6 janvier 1881. S. 84.2.146 ; D. 82.2.169.

2 *Journal du notariat*, n° du 26 novembre 1878 et *Rép. pér. de l'Enreg.*, n° 4967.

l'indication des deux prix distincts, l'un pour la rente dont les époux jouiront conjointement et l'autre pour la rente dont l'époux survivant jouira seul, il n'y aurait pas de contestation possible et la récompense due serait égale au second prix indiqué. »

Cette opinion, très logique, a été, par la suite, adoptée par l'administration de l'enregistrement, mais avec une légère variante, consistant à décider que le prix déboursé par la communauté pour obtenir la réversion de la rente au profit du survivant ne peut pas déterminer dans tous les cas l'importance de la récompense, et doit être considéré comme formant seulement le maximum de cette indemnité. Il ne faut pas se borner à tenir compte de la valeur de la rente au jour de la réversion ; on doit aussi prendre en considération la valeur que la communauté a déboursée pour la création de la rente réversible. En effet, d'après l'article 1437, il est dû récompense non pas de la somme déboursée, mais du profit retiré par l'époux et ce profit consiste, en principe, dans la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté ; dès lors, dans aucun cas, la récompense ne pourra être supérieure à la somme déboursée par la communauté pour la réversion de la rente sur la tête du survivant ; le profit obtenu par l'époux bénéficiaire est présumé correspondre à la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté ; cependant, si la somme

déboursée par celle-ci était moindre, la récompense due par le survivant n'excéderait pas le prix versé pour lui assurer la réversion de la rente (1).

Maintenant, comment savoir si la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté, c'est-à-dire si le prix que le survivant aurait eu à déboursier à cette date pour acquérir, eu égard à son âge, une rente d'un chiffre égal, correspond ou non au prix que la clause spéciale de réversibilité a coûté lors de la signature du contrat ? Rien n'est plus facile à déterminer : Si le contrat a été passé avec un particulier, il faudra tenir compte du capital aliéné, de l'âge et de l'état de santé du crédit-rentier ; si l'opération a été conclue avec une compagnie d'assurances, on consultera les tarifs des rentes viagères immédiates sur une tête et sur deux têtes en usage auprès des compagnies françaises ; par exemple, d'après le procédé indiqué par M. Dubois, on procédera de la manière suivante : Si deux époux s'étaient constitués auprès de la même compagnie, mais chacun séparément et sur sa propre tête, alors qu'ils sont âgés l'un de soixante-cinq ans et l'autre de soixante-dix ans, une rente viagère de 1.000 f. ancs, la compagnie aurait demandé à l'un, d'après les tarifs, 9.786 fr. 10 et à l'autre 8.357 fr. 50, soit en tout

1. Sol. précitée de l'administration de l'enregistrement, en date du 6 août 1881.

18.143 fr. 60. Ils auraient obtenu ainsi 2.000 francs de rente pendant leur existence simultanée et 1.000 francs de rente à partir du premier décès ; mais on peut décomposer le contrat de la manière suivante : Pour un prix de 18.143 fr. 60, ils ont eu : 1° une rente de 1.000 francs s'éteignant au décès du prémourant, 2° et une rente de 1.000 francs réversible sur la tête du survivant. Or, d'après les tarifs, la rente réversible représente un capital de 11.248 fr. 60 ; le prix de la rente non réversible est donc de 18.143 fr. 60 moins 11.248 fr. 60 = 6.895 francs. C'est là le prix qu'a coûté la clause spéciale de réversibilité lors de la conclusion du contrat. Seulement toutes les fois que la communauté aurait acquis la réversion à un prix plus élevé que la valeur de la rente lors de la dissolution, la récompense à payer par le survivant ne devrait pas dépasser cette dernière valeur (qui peut être inférieure au prix de la clause de réversibilité, en raison de la longue durée de la communauté).

Ce système, permettant aux parties de choisir comme montant de la récompense la plus faible des deux valeurs suivantes : soit la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté, soit le prix afférent à la clause spéciale de réversibilité lors du contrat, a été admis par la jurisprudence jusqu'à l'arrêt plus récent de la Cour de Paris en date du 6 novembre 1903 (1).

1. *Le Droit* du 31 janvier 1904. Dalloz. o4. 2. 77.

TROISIÈME SYSTÈME. — Cet arrêt a été rendu à l'occasion de l'affaire suivante : Deux époux s'étaient constitué, aux termes d'une police souscrite à la Compagnie des assurances générales sur la vie, le 11 mai 1892, moyennant l'aliénation d'une somme principale de 24.783 francs, une rente annuelle et viagère de 2.000 francs, qui devait leur être servie jusqu'au décès du dernier mourant. A la suite du décès du mari survenu le 10 septembre 1901, il fut procédé par devant notaire aux opérations de liquidation et partage de la communauté ayant existé entre les conjoints et la succession du mari. D'après le travail du notaire, approuvé par les héritiers du mari et par un jugement du tribunal civil de la Seine du 25 février 1903 (déjà cité), la quotité de la récompense à raison de la réversion devait être calculée non au temps de la formation du contrat et du versement du capital aliéné, mais au moment du décès du prémourant et elle était représentée par la somme qu'il eût fallu déboursier à cette époque pour constituer la rente viagère au profit unique de l'époux survivant d'après le barème des compagnies françaises sur la vie.

La somme ainsi obtenue et dont on imposait l'indemnité à la veuve, s'élevait à 19.409 fr. 60. Mais elle forma appel contre le jugement en soutenant qu'elle ne devait récompense à la communauté que de la somme déboursée par celle-ci en représenta-

tion du profit qu'elle retirait personnellement du contrat, c'est-à-dire de la somme qui avait été nécessaire, lors de la conclusion de la police, pour constituer la rente viagère dont elle se trouvait seule bénéficiaire depuis le décès du mari. La Cour décide que « les calculs des actuaires, barèmes et tarifs des compagnies d'assurances peuvent être employés avec autant de certitude et de précision pour déterminer la somme réellement prise sur la communauté pour prix de la réversibilité au profit de l'un ou l'autre époux et, par conséquent, la quotité de la récompense due par le survivant, quel que soit l'époux qui dût survivre à l'autre ; le traité à forfait qui oblige la compagnie envers les parties n'ayant spécifié, après étude et examen de la proposition de réversibilité à leur profit mutuel, aucune distinction d'âge et de sexe, on ne saurait, sans la dénaturer et la déformer, ajouter ou suppléer à la convention initiale. Il est constant, d'après la pratique en usage dans les contrats de ce genre, contrôlée et affirmée par la compagnie d'assurances générales, que la somme de 24.853 francs, déboursée en 1892 par la communauté d'entre les époux Lévy, pour la constitution d'une rente viagère de 2.000 francs par an, à leur servir dans les conditions de la police sus-énoncée, se compose de la somme de 14.011 fr. 26 que coûtait le service de ladite rente pendant la durée de la communauté Lévy et de celle de 10.771 fr. 80

représentant le prix payé pour assurer la continuation de la rente à l'époux survivant. Le prix de la réversibilité a donc été de 10.771 fr. 80 versés par la communauté. En cet état des faits, c'est en vain qu'on arguerait de la difficulté de fixer la quotité de la récompense due, puisqu'elle est adéquate à la somme déboursée au jour de la constitution de la rente, sans qu'il y ait lieu (comme il a été dit ci-dessus), de rechercher si le profit qu'en a retiré l'époux débiteur est égal ou supérieur à la dépense ; on ne saurait non plus faire état de ce qu'aurait coûté une rente viagère de 2.000 francs, constituée par la veuve Lévy à son profit personnel le 10 septembre 1901, après la dissolution de la communauté, puisque, d'une part, il s'agit, dans l'espèce, d'un contrat différent dans ses modalités, d'un contrat de rente réversible, constituée en 1892 au profit de la communauté, qui ne peut être divisé et séparé dans les éléments distincts qui le composent, qui doit être apprécié dans son ensemble et son intégrité et que, d'autre part, le tarif appliqué par le notaire en 1901 n'était pas le même que celui adopté par la compagnie en 1892 ; en outre, le contrat susvisé était intéressé de part et d'autre ; chacun des conjoints a aliéné une moitié de fonds formant le prix de la rente, puisqu'ils ont été pris sur la communauté appartenant également et au même titre aux deux époux, pour avoir droit l'un et l'autre à la réversibi-

lité de ladite rente en cas de survie et le contrat comportait un échange d'avantages réciproques ; aucun des époux, en stipulant ainsi et eu égard au caractère aléatoire inhérent à la nature de ce contrat, ne cherchait à améliorer sa condition aux dépens de celle de l'autre. Dès lors, c'est en vain que l'on soutiendrait que l'appelante s'est enrichie aux dépens de la communauté, qui, en raison même du principe de la récompense et de son application, recouvre le montant de sa dépense ; décider autrement, ce serait lui attribuer une somme qu'elle n'a pas déboursée, et lui assurer un gain, en dehors des règles sus rappelées qui régissent les récompenses en matière de société conjugale. Ce gain de communauté lui serait ainsi survenu après sa dissolution, ce qui n'est pas admissible. Il suit de ce qui précède qu'il y a lieu d'ordonner le redressement de l'état liquidatif dont il s'agit, en ce sens que le montant de la récompense due par la veuve Moïse Lévy à la communauté ayant existé entre elle et son défunt mari n'est que de 10.771 fr. 80 représentant le prix de réversibilité, au lieu de la somme de 17.409 fr. 60 évaluée arbitrairement par le notaire commis. »

La difficulté en face de laquelle se trouvait la Cour de Paris, dans l'affaire précitée, était de concilier le double but poursuivi par les parties, qui avaient entendu, durant la communauté, faire de la rente un conquêt et, une fois la communauté dissoute, procu-

rer à l'époux survivant le bénéfice de la totalité de la rente. La Cour de Paris maintient encore le principe de la récompense à la charge de l'époux bénéficiaire ; il ne lui paraît pas que le désir d'assurer l'existence du survivant doive dispenser complètement celui-ci d'une indemnité à la communauté ; si le survivant avait la faculté de percevoir intégralement les arrérages d'une rente qui a été créée avec des deniers communs, il retirerait de la communauté un avantage excessif, puisque, d'après l'article 1437, l'époux qui a tiré un profit personnel des biens communs est débiteur d'une indemnité. Il est facile, dès lors, d'apercevoir la différence qui sépare le mode de calcul suivi par l'arrêt de 1903 des procédés d'évaluation de la récompense antérieurement adoptés. Jusque-là, la récompense était égale à la valeur de la rente au jour de la réversion, sans pouvoir dépasser le chiffre de la somme déboursée lors du contrat pour la réversibilité de la rente. Le système de la Cour de Paris se caractérise, au contraire, en ce que la récompense est toujours égale au prix versé pour la réversion, alors même que la valeur de la rente, à l'époque du premier décès, serait inférieure à cette somme.

Dans une étude publiée sur cette arrêt (1), M. Jos-

1. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1904, p. 166 et suivantes.

serand estime que l'arrêt de 1903 constitue un progrès appréciable vers la solution définitive du problème, qui consiste, selon son avis et aussi d'après le nôtre, à dispenser l'époux survivant de toute récompense à raison du but de prévoyance de l'opération qui ne saurait être atteint par suite de l'obligation de la récompense. Nous ne pensons pas, quant à nous, que l'arrêt de 1903 constitue le progrès affirmé par M. Josserand. En effet, jusque-là, les tribunaux avaient le choix entre deux évaluations de la récompense à laquelle est astreint le survivant, à la raison de la réversion, et ils admettaient généralement que la mesure de la récompense consistait dans la plus faible des deux sommes qui ont été ci-dessus indiquées (1). Or, avec le système adopté par l'arrêt de 1903, la récompense sera toujours du prix payé pour la réversibilité, alors même que la valeur de la rente lors du premier décès serait inférieure à ce prix.

La conception antérieure était bien plus conforme au texte de l'article 1437. On sait que, d'une manière générale, en matière d'impenses utiles effectuées sur les propres de l'un des époux, la récompense doit être de la somme déboursée sans pouvoir dépasser la plus-value (2). Or l'acquisition par les époux d'une rente

1. Comp. Cass., 16 décembre 1867. S. 68. 1. 118; D. 68. 1. 270.

2. Pothier, *Traité de la communauté*, n° 635 et 636. — Aubry

viagère intégralement réversible sur la tête du survivant offre le caractère, non pas d'une dépense nécessaire ou voluptuaire, mais d'une dépense utile. Par conséquent, si l'on s'attache à l'interprétation stricte de l'article 1437, que l'on invoque dans le débat en vue d'obliger l'époux survivant à une récompense, il convient de n'astreindre ce dernier qu'à une indemnité proportionnelle au bénéfice personnel qu'il retire de l'emploi fait des deniers communs (selon les termes de l'arrêt de la Cour suprême du 16 décembre 1867). Dès lors la récompense ne doit être que de la plus-value ou du profit réalisé par l'époux survivant, lequel est formé par la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté pour la réversion de la rente sur la tête du survivant (Impense utile.) Il n'est pas douteux, en effet, que dans cette conception-là, la charge de la récompense, si dure pour le conjoint bénéficiaire de la rente, est atténuée autant que possible, puisqu'elle est toujours réduite au plus faible des deux chiffres susceptibles d'être pris en considération. D'après la Cour de Paris, au contraire, le montant de la récompense se trouve irrévocablement fixé ; il est toujours égal au prix qui a été payé à la compagnie pour assurer la continuation de la rente au conjoint survivant ; ce

et Rau, 4^e édition, t. V, § 511 *bis*, texte et note 5. — Baudry, Le Courtois et Surville. *Du contrat de mariage*, t. I, n° 844. — Cass., 22 octobre 1889. S. 90.1.55 ; D. 90.1.62.

prix est obtenu par une sorte de ventilation du capital aliéné par les époux pour la création de la rente. Une fraction de ce capital correspond au service des arrérages pendant la durée de la communauté ; l'autre représente la continuation du service de la rente au profit du survivant. Il ne paraît donc pas, contrairement à l'affirmation de M. Josserand (1) qu'une pareille doctrine équivaille à un acheminement vers le but poursuivi, car elle ne tend nullement à réduire le chiffre de la récompense due par le survivant à la communauté. La théorie préconisée par la Cour de Paris aboutit à ce résultat singulier que, si les deux époux vivent jusqu'à un âge très avancé, le survivant sera contraint, au décès de son conjoint, d'acquitter une récompense qui pourra être bien supérieure au profit personnel qu'il retire de l'opération, c'est-à-dire à la valeur de la rente au jour de la dissolution de la communauté.

Mais M. Josserand rentre dans la vérité lorsqu'il déclare, avec grande raison, qu'une dernière étape reste à franchir : c'est le principe même de la récompense qui doit être abandonné, conformément à la volonté certaine des époux (2). La volonté de constituer un propre au profit du survivant est évidente. L'article 1437 est, sans doute, invoqué pour soutenir

1. Josserand, *loc. cit.*, p. 169, *in fine*.

2 *Loc. cit.*, p. 169.

qu'une semblable rente ne peut bénéficier au survivant sans une indemnité à payer à la communauté : le prémourant a prélevé, en effet, des deniers communs pour satisfaire un intérêt individuel, le désir d'assurer l'avenir de son conjoint et par là il a atteint son but sans engager sa fortune personnelle et en réalisant de ce côté une économie. Le bénéficiaire qui profite ainsi de la communauté est tenu d'une récompense. Cependant, contrairement à l'opinion générale, nous estimons qu'aucune récompense n'est due. Les deniers de la communauté ont été ainsi employés à un usage tout à fait normal et conforme au but même de l'association conjugale ; l'argent qui se trouve dans la caisse de la communauté n'a-t-il pas pour objet immédiat de pourvoir à l'entretien du ménage et plus tard d'assurer l'existence du survivant ? Il y a là une situation qui se trouve à la fois en rapport avec les idées de justice, avec l'harmonie et la solidarité des intérêts que les époux ont entendu consacrer en adoptant d'abord la communauté et en réservant ensuite au survivant le bénéfice d'une opération faite au cours de l'union conjugale. Il existe ainsi une sorte d'obligation naturelle, de devoir moral, tout au moins dont la communauté se libère de cette manière au profit du survivant. D'ailleurs toute autre opinion aboutit à des conséquences dont l'effet peut être plus ou moins atténué, suivant qu'on adopte le procédé

de calcul antérieur à 1903 ou, au contraire, le mode inauguré en 1903, mais qui sont toujours désavantageuses à l'époux bénéficiaire de la réversion, puisque celui-ci se trouve obligé de remettre dans la communauté une somme plus ou moins équivalente à celle qui a servi à constituer la rente viagère à son profit. Cette obligation lui est d'autant plus préjudiciable qu'il se trouvera normalement dépourvu de ressources, lors de la dissolution de l'union conjugale. De plus, il faut tenir compte de la circonstance qu'en l'astreignant à verser dans la communauté la somme afférente à la réversibilité, c'est-à-dire le prix moyennant lequel la rente viagère dont il bénéficie personnellement a été constituée, on lui impose une véritable perte. Si la récompense était seulement égale au capital nécessaire pour obtenir une rente viagère à l'époque présente où il se trouve plus âgé, la charge de l'indemnité serait moins lourde, car l'époux se procurerait à meilleur marché une rente viagère du même taux par suite de l'accroissement des risques de mort ; on conçoit, en effet, facilement que, en échange d'une rente viagère d'un certain chiffre, on doive déboursier un capital supérieur lorsque l'âge du crédit-rentier est moins avancé, attendu que la perspective, pour la Compagnie d'assurances, d'avoir à servir les arrérages pendant une longue période est plus vraisemblable. Or, c'est précisément de la somme déboursée par la communauté

lors de la signature de la police que la jurisprudence paraît aujourd'hui déterminée à tenir compte ; c'est donc là une estimation désavantageuse à l'époux et qui vient détruire, dans une certaine mesure, les effets du contrat auquel les parties avaient voulu recourir, grâce à leur esprit de prévoyance et d'économie.

La conclusion s'impose : la rente viagère doit appartenir en propre au survivant des époux, sans aucune récompense, à la charge ni du bénéficiaire ni du constituant. Le survivant ne sera en aucune façon obligé de partager la rente soit directement, soit d'une manière détournée, avec les héritiers de l'autre époux.

Sans doute, il reste l'objection tirée de l'article 1097, d'après lequel toute libéralité réciproque entre époux, contenue dans le même acte, est destituée d'effet et l'on affirme que le caractère d'une donation appartient bien à la stipulation de rente viagère intervenue dans les conditions que nous avons prévues. Mais il y a deux réponses possibles à cet argument : D'abord est-il bien exact qu'on soit en présence d'une libéralité ? Il ne le semble pas. En réalité les époux ont voulu faire une tout autre convention qu'un acte purement gratuit. Chaque conjoint a voulu certainement gratifier l'autre époux pour le cas où la mort ne les frapperait pas ensemble ; mais il a songé aussi à son propre intérêt, il a

envisagé certainement l'hypothèse où ce serait lui-même qui survivrait : dans ce cas, il a entendu se réserver personnellement le bénéfice de l'opération. Il est donc permis d'affirmer que la convention constitue non pas un acte à titre gratuit, mais un contrat d'un caractère essentiellement onéreux en ce qu'il contient des prestations réciproques. Sans doute, le contrat est dominé avant tout par une pensée de dévouement, par un sentiment de prévoyance dont il est l'expression vis-à-vis de l'époux survivant ; mais il renferme aussi, de la part de chacun des conjoints, une stipulation pour lui-même ; chacun songe à son propre intérêt et apprécie l'avantage qui résultera pour lui de la combinaison, si la destinée prolonge sa propre existence.

D'ailleurs, le contrat doit être validé pour un autre motif. Il ne présente même pas l'apparence d'une libéralité, attendu qu'il équivaut à l'acquittement d'une dette naturelle dont était tenue la communauté. En définitive, à quel usage sont donc destinés les gains réalisés pendant le mariage, les économies péniblement amassées sur les revenus de la fortune des deux époux ou sur le travail personnel ? Les fonds dont il s'agit ont, sans doute, pour destination première d'assurer l'entretien du ménage, la subsistance des époux et celle des enfants pendant la durée de l'union conjugale ; mais ils sont affectés, en outre, à un but d'une réalisation plus lointaine :

ils sont mis en réserve non seulement pour subvenir aux nécessités des mauvaises années, si une fortune contraire atteint les époux, mais, de plus, ils ont essentiellement pour objet l'acquittement d'une dette naturelle contractée par la communauté : celle d'assurer l'existence de celui des époux qui sera le dernier frappé par la mort et qui, après le deuil subi, pourra se trouver encore exposé aux dures nécessités des besoins quotidiens. L'argent qui se trouve dans la caisse de la communauté a normalement pour but de satisfaire aux nécessités de la vie, soit pour le ménage, soit au profit du survivant ; c'est là une sorte de dette naturelle que la communauté contracte dès les premiers jours de sa formation et dont aucune argumentation juridique ne saurait venir ébranler le fondement.

Enfin, que vient-on parler de récompense ? On prétend astreindre le bénéficiaire à une indemnité envers la communauté, par le motif que lui seul, désormais, va bénéficier des arrérages d'une rente créée avec des deniers communs ; mais là encore l'objection ne porte pas. Il n'y a rien d'anti-juridique à soutenir qu'aucune récompense n'est due. L'intention manifeste des époux a été de constituer un propre au profit du survivant avec les fonds de la communauté, qui ne sauraient être affectés à un usage plus normal ; c'est méconnaître absolument l'intention des parties que de mettre ici en jeu les règles

des récompenses ; l'idée certaine qui a été poursuivie, c'est que le survivant profite intégralement du résultat de l'opération ; il ne peut donc rien lui être réclamé à raison de la perception intégrale des arrérages qui sont désormais destinés à tomber dans son patrimoine. Si les époux avaient songé que plus tard celui qui resterait le dernier se verrait contraint de payer l'équivalent de l'avantage constitué en sa faveur, ils n'auraient pas recouru à une combinaison qui a été pour eux, au cours du mariage, une cause continuelle d'économie et de privations (1).

Il serait possible, d'ailleurs, de découvrir, dans les termes mêmes de l'acte constitutif de la rente viagère, une dispense tacite de récompense au profit du survivant des époux (2). Dès lors, pourquoi ne pas se montrer plus libéral dans l'interprétation des actes de ce genre et ne pas présumer toujours comme sous-entendue une volonté qui n'en demeure pas moins claire, alors même qu'elle n'aurait pas été expressément manifestée ? D'ailleurs, nous convenons parfaitement que la rente viagère dont il s'agit devra être soumise à la règle établie par l'article 767, 8^e alinéa du Code civil qui prescrit au conjoint d'imputer sur son usufruit légal tout ce

1. Cf. Besançon, 23 mai 1871. D. 72. 2. 215.

2. Cass., 24 janvier 1894. D. 94. 1. 337 et note de M. Planiol.

qu'il a reçu de l'autre époux. L'imputation de la rente viagère se fera sur l'usufruit au moins jusqu'à concurrence de moitié, car, pour cette fraction, l'obligation alimentaire qui est due par la succession de l'autre époux reçoit satisfaction; cette solution nous semble incontestable, parce qu'elle est conforme à l'esprit même de la loi dans l'article 767, qui a voulu avant tout prolonger au profit de l'époux la situation qu'il avait dans le mariage, en d'autres termes assurer sa subsistance. Ici, il est pourvu à l'acquittement de la dette alimentaire par un mode particulier, le service d'une rente viagère; il est donc rationnel d'imputer, à concurrence de la moitié à la charge de la succession, les revenus de cette rente viagère sur l'usufruit que le législateur a établi en faveur du conjoint.

§ 2. — *Réversion de rente viagère dans un acte d'aliénation de biens propres à l'un des époux personnellement.*

La constitution et la stipulation de réversibilité de la rente peuvent être insérées non seulement dans un contrat de vente de biens communs, mais aussi dans un acte d'aliénation de biens propres à l'un des époux personnellement. Par là, encore, les époux poursuivent la satisfaction d'un

sentiment de prévoyance, mais ce but est ici doublé du désir de gratifier par pure libéralité le conjoint appelé à survivre. En pareil cas, en effet, la rente n'est plus constituée avec des deniers prélevés sur un fonds commun, destiné avant tout à assurer la subvention du ménage ou celle du dernier mourant des conjoints. Les fonds ont été obtenus à l'aide de l'aliénation d'un bien propre à l'un des conjoints, par conséquent, si c'est l'époux vendeur qui est décédé et que le conjoint survivant recueille le bénéfice de la rente, en vertu de la clause de réversibilité qui avait été insérée dans le contrat à cet effet, ce ne peut être que par suite d'une libéralité du défunt, et la clause de réversibilité produit tous les effets et revêt le caractère d'une donation éventuelle entre époux ; il en résulte, notamment au point de vue fiscal, que, dans les six mois qui suivent le prédécès de l'époux vendeur, le survivant doit acquitter au Trésor les droits de mutation par décès sur la valeur de la rente (1).

§ 3. — *Réversion de rente viagère dans un acte d'aliénation de biens propres à chacun des époux respectivement.*

Le caractère de libéralité nous paraît échapper à la convention par laquelle deux époux aliènent simul-

1. Le Havre, 31 janvier 1867. *Répert pér. de l'enreg.*, 2653.

tanément des biens propres à chacun d'eux respectivement moyennant une rente viagère unique réversible sur la tête du survivant ; chacun des conjoints possède alors un intérêt personnel dans l'opération et il semble bien que chacun n'acquière ainsi que l'équivalent du sacrifice qu'il a personnellement consenti. « Si deux époux mariés sous un régime autre que la communauté ont fourni chacun la moitié du capital de la rente viagère constituée avec clause de réversibilité, ou si, mariés en communauté, ils ont fourni ce capital en biens à eux propres, la convention étant aléatoire et, par conséquent, à titre onéreux, ne tombe ni sous l'application de l'article 1096, qui déclare révocables au gré du donateur des donations faites entre époux pendant le mariage, ni sous celle de l'article 1097 qui leur défend de se faire une donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte » (1). Il en découle, au point de vue fiscal, cette conséquence, qu'après le décès de l'un des époux aucun droit de succession n'est exigible ; la perception du droit de succession suppose, en effet, qu'une libéralité a été consentie par l'un des conjoints à l'autre et ici la situation est toute différente (2). Il n'y a pas à distinguer, d'ailleurs, suivant que la réversion est contenue dans un acte d'aliénation à titre

1. Paul Pont. *Des petits contrats*, t. I, n° 699.

2. Cf. Sol., 28 mars 1897. *J. E.*, n° 20398. *Rép. pér.*, n° 4646.

onéreux ou qu'elle est renfermée dans un contrat de donation de biens divis propres à chacun des conjoints.

Enfin, nous pouvons dire, pour terminer avec les rentes viagères, quelques mots d'une hypothèse particulière. Il arrive fréquemment, notamment dans les partages d'ascendants, que les époux se dessaisissent, en faveur de leurs enfants, à la fois des biens de la communauté et de leurs biens propres, en stipulant à leur profit une rente viagère payable jusqu'au décès du survivant d'eux. Dans ce cas, pour savoir s'il y a libéralité ou simplement réalisation du contrat de prévoyance entre époux, on doit comparer au chiffre de la rente viagère convenue, celui de la rente que chacun des époux aurait pu obtenir, par l'aliénation, dans les mêmes conditions, notamment à une compagnie d'assurances, des biens dont il s'est personnellement dessaisi. Si la rente viagère réversible sur la tête du survivant dépasse le taux de la rente que celui-ci aurait pu se constituer en aliénant sa part de biens communs, il y aura libéralité pour le surplus et, par suite, obligation pour le survivant d'acquitter les droits de succession sur tout ce qui dépasse la valeur de la rente viagère qui correspond simplement à l'acquittement du devoir de prévoyance. Cette observation présente de l'intérêt au point de vue fiscal ; les droits de mutation par décès étant dus sur la libéralité.

CHAPITRE III

L'assurance en cas de décès contractée par l'un des époux au profit de l'autre

L'assurance en cas de décès, par l'un des époux au profit de l'autre, a pour effet de donner satisfaction, de la manière la plus complète, aux sentiments d'affection qui règnent entre les conjoints. Un époux s'est assuré en cas de décès, au profit de son conjoint, c'est-à-dire qu'il a stipulé à une compagnie d'assurances qu'à son décès il verserait une certaine somme au survivant, pour le garantir contre les besoins matériels et pour le prémunir contre les conséquences de la disparition de celui qui gagnait de quoi subvenir aux dépenses du ménage. Grâce à cette combinaison, l'époux survivant qui, peut-être ne possédait pas de capitaux, échappera à la misère, et il ne connaîtra pas la gêne, après avoir, pendant le mariage, vécu dans l'aisance. Ce contrat réalise au plus haut degré un but de prévoyance; moyennant le service de primes annuelles, une compagnie

promet de payer une certaine somme au bénéficiaire à une époque déterminée, c'est-à-dire à la mort de l'assuré et ce capital sera touché par celui à qui l'événement du décès serait de nature à causer un préjudice.

Le mécanisme général de l'assurance en cas de décès doit être brièvement exposé, avant d'entrer dans l'examen des difficultés qui résultent du régime matrimonial. Dans la convention dont il s'agit, on est en présence d'une assurance en cas de décès parce que la police a pour objet le paiement d'un capital, après un décès, aux personnes désignées par le souscripteur du contrat. Au contraire, l'assurance en cas de vie, qu'on appelle quelquefois aussi assurance de capital différé, s'applique à l'hypothèse où l'assureur s'oblige à verser un capital, si une personne désignée est encore vivante à une date convenue. (Tel est par exemple, le contrat par lequel une compagnie s'engage à me verser un capital si j'atteins un âge fixé, ou si tel de mes enfants que je désire doter atteint un âge convenu. Nous supposons, bien entendu, que le contractant fait reposer l'assurance sur sa propre tête.) Dans l'assurance en cas de décès, la compagnie s'engage à verser une certaine somme, à l'époque du décès de l'assuré, à une personne indiquée par ce dernier et qui est le bénéficiaire de la police.

On sait que l'assurance en cas de décès peut se

présenter, dans la pratique, sous diverses variantes : il se peut, d'abord, que l'assuré ait stipulé que le capital promis par la compagnie serait payable à son décès, sans indiquer d'une manière précise l'identité du bénéficiaire : il y a trois catégories de formules possibles : ou bien la somme est payable aux ayants cause du contractant ; ou bien elle est payable à ses héritiers ; ou enfin elle doit être versée à ses héritiers ou ayants cause. L'assurance compte alors dans le patrimoine de l'assuré, où elle est assujettie à la même condition juridique que les autres biens compris dans ce patrimoine. Mais l'assuré a pu désigner dans le contrat telle personne déterminée, par exemple, ses enfants ou son conjoint, à qui le montant de l'assurance devrait être versé lors de son décès. Quelle que soit d'ailleurs la formule employée par l'assuré, le but qu'il poursuit est toujours de prémunir un tiers contre le risque résultant de son décès. En effet, d'abord, il peut vouloir garantir l'existence de ses proches parents, de sa femme, de ses enfants ou autres héritiers contre le besoin ; il gagne de l'argent pendant sa vie, mais ses gains ne sont pas suffisants pour constituer des économies ; le capital que versera ultérieurement la compagnie d'assurances lui permettra ainsi de remédier à l'insuffisance de son salaire et il aura prémuni les personnes qu'il affectionne contre les suites de sa disparition. L'assuré peut encore se pro-

poser un autre résultat de même nature : il cherche, par exemple, à couvrir ses créanciers contre les risques d'une mort prématurée ; il est possible, en effet, qu'il ne vive pas le temps nécessaire pour désintéresser intégralement ses créanciers ; la police d'assurance où ceux-ci seront nominativement désignés leur procurera l'avantage de la certitude d'un remboursement intégral. Souvent enfin, l'assuré cherche simplement à faire une libéralité ; il voudrait consentir un legs au profit de tel bénéficiaire déterminé, mais il sait qu'il ne possède pas la fortune indispensable pour réaliser son intention libérale ; il s'adressera alors à une compagnie d'assurances et il stipulera, dans la police, au profit de celui qu'il désire gratifier.

Dans toutes ces hypothèses, quel que soit le but que le stipulant se propose d'atteindre, le capital assuré se forme toujours de la même manière : il représente, non pas les primes versées successivement par le même assuré et capitalisées par la compagnie, mais une fraction de la réserve mathématique des primes que les compagnies sont obligées de constituer pour être en mesure de faire face, à tout moment, aux risques qui sont en cours. Le capital payé par la compagnie pour une assurance en cas de décès est uniquement formé des primes de l'assurance d'un an versées au commencement de l'année par tous les assurés du même âge, ou

complétées par un prélèvement opéré sur les réserves. Pour que la compagnie ne soit pas en perte, il suffit que la mortalité du groupe de tous les assurés du même âge ne soit pas supérieure à celle des tables au moyen desquelles les tarifs ont été établis.

« Ainsi la table de M. Devillard adoptée par les compagnies pour la confection des tarifs des assurances en cas de décès (elle remonte à 1806), porte que, sur 438.183 individus âgés de trente ans, il en meurt 6.785 dans l'année, soit environ 1,55 o/o. Supposons que ces 438.183 individus conviennent qu'il sera payé aux héritiers de chacun de ceux qui mourront dans l'année une somme de 10.000 francs ; comme on sait qu'il se produira 6.785 décès, il y aurait à payer 10.000×6.785 , soit une somme totale de 67.850.000 francs. En divisant cette somme totale entre les 438.183 personnes qui composent l'association, on trouve qu'il suffit que chacune d'elles verse, au commencement de l'année, 154 fr. 85, soit en chiffres ronds 155 francs. Cette somme de 155 francs est donc, dans l'espèce, la prime de l'assurance d'un an pour les individus âgés de trente ans ; ce qui donne, pour les tarifs, le taux de 1,55 o/o du capital. La proportion de la mortalité, qui est à trente ans de 1,55 o/o, augmente avec l'âge des individus ; ainsi d'après la même table, cette proportion est, à quarante ans, de 1,89 o/o ; à cinquante ans, de 2,60 o/o ; la prime d'assurance devrait donc sui-

vre la même progression et être portée à 1,89 0/0 à quarante ans et à 2,60 0/0 à cinquante ans : dans ce système, le même assuré aurait à payer tous les ans une prime de plus en plus élevée, à mesure qu'il avancerait en âge. Ces primes progressives n'ayant pas été jugées praticables, les compagnies ont établi pour l'année entière des primes moyennes et uniformes, trop fortes pendant les premières années, trop faibles pendant les dernières sur lesquelles elles font les réserves nécessaires pour combler l'insuffisance des primes de la dernière période. Ainsi à un individu de trente ans qui veut contracter une assurance en cas de décès, la compagnie demande une prime uniforme de 2,49 0/0 à payer pendant toute la durée de sa vie, mais comme à trente ans, la prime de 1,55 0/0 suffit pour faire face au sinistre du groupe pendant l'année, la compagnie met en réserve la différence, soit 0 fr. 94, et cette différence mise en réserve porte le nom de réserve mathématique des primes... Le total des primes de l'assurance d'un an déterminées d'après l'âge des assurés du même groupe doit être égale, théoriquement aux capitaux à payer pendant l'année ; mais lorsque, par suite de l'âge auquel le groupe est parvenu, la prime viagère versée par les assurés est devenue inférieure à la prime de l'assurance d'un an, lorsque, par exemple, les personnes assurées à trente ans moyennant la prime de 2,49 0/0 sont parvenues à cinquante ans,

âge auquel il faut 2, 60 o/o pour faire face au sinistre, la compagnie puise dans la réserve du groupe la somme nécessaire pour combler cette différence ; les réserves n'ont pas d'autre but. Ce prélèvement sur la réserve collective d'un groupe déterminé ne diminue pas la réserve de chaque contrat, parce que si l'on prend comme exemple un groupe formé, on voit que le nombre des têtes entre lesquelles se répartit la réserve totale de ce même groupe décroît d'année en année d'une façon très rapide » (1). Tel est le procédé mathématique au moyen duquel est formé le capital assuré que la compagnie doit verser au bénéficiaire.

Quel sera le sort de ce capital ? En premier lieu, si l'assuré, célibataire, s'assure au profit de ses héritiers ou de ses ayants cause, le capital assuré fait partie de sa succession ; ses héritiers recueillent la somme dont il s'agit de la même manière que les autres biens de la succession ; cette constatation offre un intérêt capital ; elle permet d'expliquer que les créanciers du défunt aient, en pareil cas, le droit de réclamer leur paiement sur cette somme comme sur les autres biens héréditaires. Le capital assuré est compris dans le gage des créanciers, parce que ceux-ci comptent parmi ses ayants cause et la police

1. Dumaine. *Du contrat d'assurance sur la vie*, 2^e édition, 1892, n° 12.

a été rédigée de telle manière qu'elle était conçue au nom des héritiers et ayants cause. Si la police est conçue seulement au nom des héritiers, le capital assuré va encore tomber, d'une manière indirecte, sous le gage des créanciers du défunt, car les héritiers ne peuvent rien recueillir avant d'avoir acquitté les dettes ; le montant de l'assurance, étant compris dans le patrimoine, servira à solder le passif.

Mais une solution toute opposée devra être suivie, si l'assurance a été souscrite au profit d'une personne dénommée. Le contrat s'analyse en une stipulation pour autrui, elle ne doit pas bénéficier à tous les ayants cause du signataire de la police, mais seulement à la personne dénommée, qui recueillera seule le montant du capital promis par la compagnie. On connaît, d'ailleurs, toutes les controverses jurisprudentielles ou doctrinales qui se sont engagées au sujet de l'explication juridique à fournir de ce contrat. Elles ont été fort bien retracées et résumées par MM. Ballaydier et Capitant (1). La difficulté était de concilier les droits des créanciers ou des héritiers non bénéficiaires ayant droit à une réserve ou au rapport dans la succession de l'assuré, ou encore ceux de la communauté avec la nécessité d'attribuer

1. Ballaydier et Capitant. *Livre du centenaire du Code civil. L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et la jurisprudence*, 1904, p. 517 et suiv.

le capital intégral à la personne désignée dans le contrat comme appelée à recueillir le montant de l'assurance, sous peine de détruire les effets du contrat et de ne pas permettre au souscripteur de réaliser le but de prévoyance qu'il s'était proposé d'atteindre.

Première période. — Dans une première période, qui va jusqu'en 1884, la jurisprudence commence à poser le principe d'après lequel, si la stipulation intervient au profit de tiers non spécialement désignés, par exemple au profit des héritiers, elle ne leur confère aucun droit propre. Par suite, la capital assuré entre dans le patrimoine du souscripteur et il devient le gage de tous les créanciers de ce dernier avant de parvenir aux héritiers. Telle est la solution donnée par la Cour suprême, qui, dans un arrêt du 2 mars 1881, intervenu à l'occasion d'une assurance qu'un mari commerçant, tombé plus tard en faillite, avait contracté au profit de sa femme, décide que le capital assuré a d'abord été acquis par le mari et transmis ensuite à la femme à titre de libéralité ; dès lors celle-ci ne pouvait y prétendre au préjudice des droits de la masse des créanciers (1).

Deuxième période. — Dans une seconde période,

1. S. 81.1.145 ; D. 81.1.401. — Cf. Cass., 15 décembre 1873. S. 74.1.199 ; D. 74.1.113. — 10 février 1880. S. 80.1.152 ; D. 80.1.169.

la jurisprudence commence à mettre en relief le droit direct né au profit du tiers bénéficiaire toutes les fois que celui-ci a été dénommé dans le contrat (1).

Par suite, le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur de la police et il échappe complètement à la poursuite des créanciers de ce dernier. Mais la jurisprudence ne va pas encore jusqu'à décider que le capital assuré est soustrait de la même manière aux règles concernant le rapport et la réduction. Il appartenait à la Cour suprême de franchir une nouvelle étape et de consacrer la solution d'après laquelle l'assurance sur la vie en faveur d'un tiers désigné n'est pas plus une valeur successorale qu'un gain compris dans les biens qui sont transmis ; tel a été l'objet de l'arrêt rendu le 29 juin 1896 qui établit d'une manière péremptoire que le capital assuré n'a jamais fait partie de l'ensemble des biens du contractant, et par conséquent ne saurait entrer en ligne de compte ni pour le calcul de la réserve, ni pour l'obligation au rapport, ni pour le paiement des dettes de l'assuré (2).

Une fois la solution trouvée, il restait à la justifier. Ici les constructions juridiques les plus diverses ont été édifiées dans le but de fournir une explication

1. Cass., 2 juillet 1884. S. 85. 1. 5 et D. 85. 1. 150.

2. D. 97. 1. 73. S. 96. 1. 361.

satisfaisante du résultat qui s'imposait et qui avait été complètement atteint en 1896.

D'abord, M. Labbé a développé, dans plusieurs notes publiées dans le *Sirey*, la théorie de la gestion d'affaires. Celui qui contracte une assurance au profit d'un tiers accomplit un acte de gestion d'affaires. Il agit pour le compte de ce tiers. Dès lors, celui-ci n'a qu'à accepter l'opération qui a été faite en sa faveur pour ratifier le contrat et se trouver substitué aux droits de l'assuré, qui est censé avoir été son mandataire (1).

D'après M. Boistel, l'assuré possède une créance alternative quant à la désignation du créancier ; l'assuré stipule soit pour lui, soit pour une personne déterminée. Ostensiblement, il contracte en faveur du bénéficiaire, mais il a toujours la pensée de conserver pour lui l'avantage de la convention au cas où certaines éventualités se produiraient. Dès lors, le contrat satisfait aux conditions prévues par l'article 1121, d'après lequel la stipulation pour autrui est valable quand elle est la condition d'une autre stipulation que l'on fait par soi-même. La circonstance que l'assuré peut être appelé à tirer profit personnellement de l'assurance, donne satisfaction au principe posé par l'article 1121 et rend l'opération valable. Il se peut en effet, que le bénéficiaire dési-

1. Notes, *Sirey*, 77. 1. 393; 89. 1. 97; 289 et 353; 94. 1. 65 et 161.

gné n'accepte pas le contrat qui est ainsi intervenu sans sa présence. Dans ce cas, la compagnie, qui a encaissé les primes, est incontestablement débitrice du capital promis ; il lui sera donc loisible de se libérer en s'acquittant vis-à-vis de la succession de l'assuré. Notamment le bénéfice de l'assurance reviendra toujours à la succession du souscripteur de la police, si le bénéficiaire est mort avant ce dernier. D'autre part, le contrat est essentiellement révocable tant que le tiers désigné n'a pas fourni son adhésion. L'assuré conserve donc jusqu'à son décès la faculté de révoquer l'offre d'assurance qu'il a formulée ; il lui suffit de passer avec la compagnie un avenant qui modifie la dévolution primitive du capital stipulé. Dans l'hypothèse où le bénéficiaire accepte, même après la mort du souscripteur, il sera censé avoir eu droit à l'assurance dès le jour où la police a été signée ; son adhésion produit un effet rétroactif et la jurisprudence est en effet fixée dans ce sens, le tiers peut accepter même après la mort de l'assuré ; la conséquence qui en découle, c'est que les créanciers du souscripteur n'ont aucun droit, lors de son décès, sur le montant de l'assurance, car cette valeur n'a jamais appartenu au patrimoine de l'assuré ; elle est réputée avoir été acquise au bénéficiaire dès le moment de la conclusion du contrat (1).

1. Grenoble, 22 janvier 1901. D. 01. 2.337 ; et notes de M. Boistel. D. 89. 2. 129 et 153.

Une autre théorie a été proposée par M. Thaller (1). La compagnie, en traitant avec le souscripteur de la police, s'engage vis-à-vis de ce dernier à offrir le capital au tiers désigné lors du décès du souscripteur. Mais le résultat est toujours le même : en acceptant cette offre, le tiers acquiert immédiatement un droit de créance contre la compagnie et ce droit s'est fixé directement sur sa tête, sans avoir jamais plané sur le patrimoine de l'assuré.

Enfin, l'opinion la plus simple est que le tiers bénéficiaire profite d'une manifestation unilatérale du promettant, c'est-à-dire de la compagnie qui a consenti à s'engager vis-à-vis du tiers. Il n'y a point d'engagement contractuel car aucun accord de volonté n'est intervenu entre le promettant et le tiers ; c'est un engagement unilatéral qui se forme à l'occasion d'un contrat auquel le tiers bénéficiaire est resté étranger (2), seulement, c'est un engagement unilatéral tout particulier puisque son maintien dépend non pas de la volonté du promettant, mais de celle du stipulant.

La plupart des auteurs modifient un peu cette dernière doctrine et invoquent, pour justifier l'attribution de l'assurance, une stipulation pour autrui, faite par le souscripteur dans les termes de l'ar-

1. Note. D. 88. 2. 1 à 4.

2. Planiol. *Traité de Droit civil*, t. II, n° 1226.

ticle 1121, et qui rend directement le tiers créancier de l'assureur (1).

Mais la jurisprudence ne s'attarde pas, en général, à fournir une explication juridique de l'assurance sur la vie ; M. Thaller a dit qu'elle préférerait : « imiter le sphinx et poser un axiome » (2). M. Labbé avait déjà constaté l'absence de toute justification fournie de ses décisions par la jurisprudence : « Comment s'est formée sur les flancs du patrimoine cette valeur qui n'en fait pas partie ? Comment expliquer que cette excroissance, due à la volonté du contractant, ne se rattache point, par des ramifications nourricières, au patrimoine de l'assuré ? Bien des esprits curieux ont tenté d'obtenir de la Cour suprême une explication scientifique. La Cour a opposé un silence persévérant (3). » Peut-être la jurisprudence s'est-elle décidée ainsi en connaissance de cause. En assignant à un acte juridique un fondement qui nécessairement doit toujours demeurer identique, car il n'y a pas deux démonstrations exactes d'un fait scientifique, les tribunaux auraient risqué de compromettre le

1. Lambert. *De la stipulation pour autrui*, n° 68 et suiv. — Baudry et Barde. *Traité des obligations*, t. I, n° 154. — Lefort, *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, t. II, p. 225, note 1. — Dupuich. *Traité d'assurance sur la vie*, pp. 36 et suiv.

2. *Annales de Droit commercial*, 1888, p. 197.

3. Note. Sir. 93. 2. 137, 1^{re} col.

développement pratique d'une combinaison qui est née des besoins de la pratique et qui sera appelée à évoluer au fur et à mesure que ces besoins se modifieront. L'intérêt des parties commande ici que l'interprétation donnée à leur contrat par la jurisprudence ne se montre pas trop stricte et qu'elle respecte, autant que possible le but en vue duquel l'opération a été conclue.

Le point important à retenir de l'évolution de la jurisprudence, c'est qu'elle est arrivée, dans sa dernière phase, marquée par les arrêts des 8 février et 27 mars 1888⁽¹⁾ à reconnaître au tiers bénéficiaire un droit propre sur le montant de l'assurance, droit qui n'a jamais dépendu du patrimoine du stipulant : « La stipulation pour autrui, porte le premier de ces deux arrêts, confère immédiatement un droit au tiers au profit duquel elle a eu lieu ; à la vérité, ce droit peut être révoqué par le stipulant mais il devient irrévocable du jour où le tiers a déclaré vouloir en profiter ; l'article 1121 n'impose aucune autre condition de validité : il n'y a donc lieu d'appliquer en pareille matière ni l'article 932, aux termes duquel les donations doivent être acceptées du vivant du donateur, ni les principes généraux qui régissent la formation des contrats par l'acceptation d'une offre. »

D'après l'arrêt du 27 mars 1888, la créance du

1. D. 88. I. 193 ; S. 88. I. 121.

tiers contre la compagnie n'est jamais entrée dans le patrimoine du souscripteur, donc les créanciers de ce dernier ne sauraient émettre une prétention sur elle. La jurisprudence déclare, en outre, volontiers que le capital assuré ne se forme et ne prend naissance que par le fait même de la mort du stipulant (1). Mais il ne semble pas que cette analyse du contrat d'assurance soit absolument exacte. En réalité, comme nous l'avons vu, l'assurance ne doit pas sa naissance à un événement tel que le décès de l'assuré : elle était déjà formée bien avant cette époque ; elle est le produit de la réserve mathématique des primes, qui augmentent sans cesse à mesure que l'assuré avance en âge et, si les créanciers de l'assuré n'y ont aucun droit, c'est que le patrimoine dans lequel l'assurance s'est constituée n'est point celui du souscripteur de la police ; c'est dans le patrimoine de la compagnie, moyennant le service des primes annuelles payées par tous les assurés du même âge, que le montant du capital s'est lentement formé et progressivement développé. Telle est la vérité et, si l'on gardait toujours cette idée présente à l'esprit, on ne serait pas porté, comme on l'a été trop souvent, à reconnaître au profit des héritiers ou

1. Besançon, 2 mars 1887. D. 88. 2. 1 ; S. 87. 2. 213.— Cass., 23 juillet 1889. D. 90. 1. 383 ; S. 90. 1. 5.— 29 juin 1896. D. 97. 1. 73 ; S. 85. 1. 361.

des créanciers du souscripteur, quand ils ne sont pas les bénéficiaires de la police, un droit sur le capital dû par la compagnie.

Etant donné ce principe fondamental, il est facile de comprendre les effets juridiques que la jurisprudence attache aux contrats d'assurance. Elle ne représente pas une valeur qui passe du patrimoine du souscripteur dans celui du bénéficiaire ; elle s'est transmise directement de la compagnie au tiers désigné : l'assurance se prête, par suite, merveilleusement à la réalisation du contrat de prévoyance entre époux.

Dès lors, la question de l'attribution du bénéfice de l'assurance ne pourra soulever aucune difficulté sous les régimes exclusifs de communauté. L'époux survivant recueillera le montant du capital assuré et, par suite du défaut de patrimoine commun, les questions relatives aux récompenses ne pourront se poser. L'époux qui, par l'événement, se trouve bénéficiaire du contrat possédait sur le capital assuré un droit propre qui a pris naissance directement dans son patrimoine, sans passer par celui du stipulant. En acceptant, il s'est borné à consolider l'acquisition de l'avantage qui lui était offert et à le rendre irrévocable.

Sous le régime de la communauté, il faut d'abord mettre à part une hypothèse peu pratique d'ailleurs, dans laquelle l'assurance contractée au cours du

mariage par l'un des époux est faite au profit de personnes indéterminées, telles que ses ayants cause. Avec une formule aussi générale, le capital assuré appartient à la communauté ; il en serait de même, si aucun bénéficiaire n'était désigné dans le contrat ; l'époux serait censé alors avoir stipulé pour tous ses ayants cause. La valeur dont il s'agit fait partie du patrimoine commun, elle est saisissable par tous les créanciers de la communauté ; puis, s'il reste quelque chose après l'acquittement du passif, ce reliquat se partage entre les héritiers du souscripteur et le conjoint survivant, sans qu'aucune récompense soit due par ce dernier à la communauté, car le conjoint survivant n'a tiré aucun profit personnel de la stipulation. C'est l'application du principe général d'après lequel toutes les acquisitions qui sont faites à titre onéreux sous le régime de la communauté légale ou de la communauté réduite aux acquêts, tombe dans le patrimoine commun. Il n'est pas permis aux époux d'employer des valeurs communes à se créer des biens propres autrement que par subrogation réelle ou qu'en remplissant les formalités exigées pour leur emploi. On objecterait vainement que le bénéfice de l'assurance sur la vie ne représente pas les primes payées, puisqu'il s'est formé directement dans le patrimoine de la compagnie ; il n'en est pas moins vrai que la créance du capital assuré est entrée dans la communauté, lorsque la formule employée dans

la police est aussi vague dans ses termes. D'ailleurs, les ayants cause du mari sont en même temps ceux de la communauté et la stipulation passée par ce dernier ne perd point son utilité, puisque la circonstance que le montant du capital assuré est devenu une créance commune ne modifie point l'attribution finale, qui respectera les termes du contrat primitif. On pourrait, sans doute, prétendre que la communauté n'est même pas créancière du capital résultant de l'assurance, parce que la créance n'a acquis toute son existence qu'au jour du décès. Mais ce serait une pure subtilité. Dès le jour du contrat, une créance, soit à terme, soit à caractère éventuel s'est formée contre la compagnie, et cette créance est nécessairement entrée dans la communauté, comme toute créance mobilière acquise au cours du mariage (1).

Mais telle n'est pas la combinaison la plus fréquente en ce qui concerne les assurances souscrites par l'un des époux au cours du mariage. Le plus souvent, il s'agit pour chacun, de garantir l'avenir de son conjoint, contre les conséquences résultant d'une éventualité telle que la mort, qui vient changer brusquement la condition pécuniaire du survivant et

1. Cass., 15 déc. 1873. D. 74. 1. 113 ; S. 74. 1. 199. — Nancy, 23 janvier 1904. D. 1906. 2. 174. — Dupuich, n° 242. — Lefort, t. II, p. 384.

l'obliger plus ou moins à modifier son train de vie. A notre avis, la clé de toutes les difficultés qui vont se produire consiste à se rappeler que le capital assuré ne provient pas du patrimoine du stipulant et qu'il s'est constitué progressivement dans le patrimoine de la compagnie assureur par la réserve mathématique des primes. Cette idée est importante à retenir surtout dans les rapports de famille ; elle est de nature à mettre fin à toutes les controverses qui ont si longtemps régné sur le point de savoir si l'assurance était soumise au rapport, à la réduction, à la récompense des primes sous le régime de la communauté. Il faut écarter, à cet égard, l'opinion soutenue d'ailleurs par des jurisconsultes éminents, d'après laquelle le capital assuré serait une valeur provenant du patrimoine du souscripteur et astreindrait le bénéficiaire à différentes prestations par rapport à la succession de l'assuré, prestation qui consisterait : dans le rapport si le bénéficiaire se trouve en concours avec des cohéritiers ; dans la réduction, si eu égard à l'importance du patrimoine, la libéralité qui résulte de l'assurance dépasse la quotité disponible ; enfin à une indemnité à la communauté, si la police a été souscrite par une personne mariée sous ce régime.

L'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 1896 a fait justice de ces conceptions pour la justification desquelles on s'appuyait sur des textes dont l'appli-

cation était d'ailleurs contestable et qui ne répondaient nullement aux besoins de la pratique. Cependant, on a soutenu même après 1896, que la créance contre la compagnie d'assurances comptait dans le patrimoine de l'assuré, dès la conclusion du contrat (1).

Cette opinion nous paraît de tous points erronée. D'après M. Vigié, c'est le stipulant qui a créé le droit à l'assurance, c'est lui qui permet au tiers désigné d'obtenir les avantages qui en résultent. Si l'assuré avait passé le contrat pour lui-même, ses héritiers auraient trouvé dans sa succession le montant de l'assurance ; si cette valeur n'y figure plus à son décès, c'est qu'il s'en est dépouillé au profit d'un autre, mais cette analyse suppose, comme condition préalable, que la créance d'assurance figure parmi les biens du souscripteur, et telle est précisément la raison pour laquelle il a pu la transmettre au tiers bénéficiaire. L'argument principal sur lequel l'éminent doyen de la Faculté de Droit de Montpellier établit sa doctrine est que, si l'assuré ne possédait pas matériellement les deniers qui ont été versés au bénéficiaire, il n'en avait pas moins dès le début une créance contre la compagnie qu'il a fait naître lui-même et qu'il a attribuée par la suite au tiers désigné. M. Vigié constate que, « en face d'une assurance

1. Cf. Vigié. *Revue critique*, 1901, p. 211 à 226.

sur la vie, contrat inconnu du Code, on n'a pas voulu appliquer les règles générales des contrats ; mais on est arrivé à en faire un contrat soumis à une législation spéciale, que l'on a fait sortir tout entière de la stipulation pour autrui, grâce à une interprétation forcée ; peut-être par là garantit-on la prospérité des compagnies d'assurances sur la vie, mais on trouble singulièrement les rapports juridiques sous lesquels sont placés les citoyens... Nous persistons à soutenir que, même en acceptant que l'assurance sur la vie au profit d'une personne déterminée constitue une stipulation pour autrui, le contrat réalise au profit du tiers bénéficiaire une libéralité faite indirectement, mais libéralité réelle et qui a pour objet le montant même de l'assurance, c'est-à-dire la somme dont on a privé sa succession et dont on enrichit le bénéficiaire. A ce résultat nous voudrions voir les tribunaux se rattacher, c'est le seul qui nous paraisse logique et tout à fait équitable ... On attribue le profit et les avantages au tiers désigné sans que cependant il existe entre l'assuré et lui aucune relation juridique (1). »

Il nous semble, au contraire, que l'assurance sur la vie, n'ayant jamais figuré parmi les biens de l'assuré, n'a pu être l'objet d'une libéralité consentie par ce dernier au bénéficiaire. Il n'y a même pas à

1. *Loc. cit.*, p. 223.

parler de libéralité portant sur une créance; on ne peut donner une créance que quand elle existe; or, au moment où le souscripteur de la police a désigné celui qui devait profiter de la combinaison, la créance n'existait pas encore, elle était seulement en puissance; c'est par la suite qu'elle s'est formée lentement comme corollaire du versement des primes et des combinaisons arrêtées par la compagnie pour la mise en réserve des primes de chaque année en vue du versement ultérieur. Ainsi que le remarque fort justement M. Wahl: « L'assuré n'a pas versé à l'assurance le capital qui doit être remis au tiers bénéficiaire, il ne s'est directement ni indirectement dépouillé de ce capital; il n'a pas davantage négligé d'acquérir, il n'a versé que les primes..., le capital n'est donc sujet ni à rapport ni à réduction, parce que, non seulement il n'a jamais appartenu à l'assuré, mais l'assuré ne l'a pas fait acquérir au tiers bénéficiaire (1). » En réalité, le capital assuré s'est formé par les primes accumulées et grossies par les intérêts composés, mais non pas par les primes fournies par le seul souscripteur de la police; les compagnies constituent peu à peu les capitaux, qu'elles seront un jour obligées de payer en raison des sinistres survenus, avec l'ensemble des primes versées chaque année par les assurés de la même catégorie; c'est

1. Sirey, 1900. 2. 1.

à l'aide des tables de mortalité qu'elles ont pu ainsi formuler des probabilités qui approchent de l'exactitude mathématique. Ce n'est donc pas à l'aide de tous les versements opérés par l'assuré, mais simplement avec les primes acquittées la même année par tous les assurés du même groupe, que se constitue peu à peu le montant du capital assuré; la preuve, c'est que si l'assuré mourait dans l'année où il a souscrit sa police et alors qu'il n'aurait versé qu'une seule prime, la compagnie n'en devrait pas moins le montant de la somme promise; c'est la démonstration que le capital touché par le bénéficiaire n'est jamais sorti du patrimoine de l'assuré, ni de celui de la communauté si le souscripteur se trouvait marié sous ce régime. La convention d'assurance ne se décompose pas en contrats annuels; au point de vue des compagnies tout doit se régler dans la même année; tout ce que celles-ci ont à payer aux assurés au cours d'un exercice doit être compensé par l'ensemble des recettes provenant des primes de ce même exercice. La compagnie établit une moyenne entre les primes à exiger des assurés de différents âges; celui qui souscrit une police quand il est encore peu avancé en âge, et celui qui a attendu longtemps pour s'assurer ne versent pas la même prime; les tables de mortalité sont établies en effet sur des moyennes.

On pourrait objecter que la faculté de résiliation, au cas où l'assuré n'acquitterait pas régulièrement

les primes, équivaut, de la part de celui-ci, à une condition protestative qui est de nature à mettre obstacle à la validité du contrat et à l'empêcher de produire ses effets d'après les principes mêmes du Code civil. Mais il ne faut pas oublier que, si la condition potestative s'applique avec toutes ses conséquences dans les contracts unilatéraux, où l'obligé n'est lié que sous sa volonté, elle ne produit aucun effet dans les conventions synallagmatiques, où l'autre partie se trouve également obligée. C'est ce qui se produit dans la promesse de vente ou dans la promesse d'acheter. D'ailleurs, la preuve que le contrat ne se décompose pas en une série de conventions annuelles, c'est que la compagnie prend ses précautions au début et s'inquiète à ce moment de savoir si le souscripteur n'est pas atteint d'une maladie qui doive le conduire prochainement au tombeau ; seulement une fois cette condition observée, l'assureur ne se préoccupe plus de savoir si elle se trouve toujours satisfaite, et il se trouve obligé pour toute la durée de l'existence de l'assuré alors même que des risques plus graves viendraient à atteindre le souscripteur et rendre plus probable la proximité de son décès.

La conclusion certaine qui découle de ces observations c'est que l'assurance ne correspond pas à une série de contrats annuels et successifs. Le capital n'étant pas formé par l'ensemble des primes versées par l'assuré, n'a, par suite, jamais été tiré de la com-

munauté. A la vérité, M. Vigie prétend qu'alors même que le capital assuré ne proviendrait pas de la communauté, celle-ci n'en aurait pas moins acquis une créance mobilière contre la compagnie, et cette créance doit figurer dans l'ensemble des biens communs comme toutes les valeurs mobilières qui sont advenues à l'époux pendant la durée de l'union conjugale. Il s'agit d'une créance conditionnelle ; or, une fois la condition réalisée, c'est-à-dire le décès de l'assuré survenu, la condition produit son effet rétroactif ordinaire, à raison duquel la communauté est fondée à réclamer le montant de l'assurance. Peu importe, dit-on, que la condition apposée à l'existence de la créance soit la mort du souscripteur ; toutes les créances conditionnelles tombent dans la communauté, même celle dont la formation est suspendue par un événement qui ne peut survenir que pour dissoudre le mariage.

Cette objection est nécessairement écartée lorsqu'on pénètre plus avant, par une analyse plus approfondie, dans le mécanisme de l'assurance. En réalité, le décès de l'assuré, qui ouvrira le droit du bénéficiaire à l'assurance, ne représente pas une condition de la créance, c'est-à-dire un élément accessoire de l'existence de celle-ci. Il s'agit d'un élément essentiel de la formation du contrat et sans lequel celui-ci n'aurait pas sa raison d'être. Le décès de l'assuré, c'est le fondement même de l'obligation de

la compagnie ; celle-ci n'est pas tenue de payer si l'assuré meurt dans telle période, elle est obligée précisément parce que la mort est survenue à telle date ; il est donc inexact de soutenir que cet événement constitue une condition casuelle, car tout contrat d'assurance, quel que soit son objet, qu'il s'agisse d'une assurance maritime ou d'une assurance terrestre, représente essentiellement un contrat d'indemnité, c'est-à-dire destiné à réparer un dommage qui est subi par le souscripteur ; toute assurance qui n'aurait pas un caractère réparateur, serait un jeu ou un pari et aucune action ne naîtrait au profit du bénéficiaire ou du souscripteur. L'assurance sur la vie apparaît aussi comme un contrat d'indemnité qui a pour but de réparer pour les héritiers ou les ayants cause de l'assuré, les conséquences de sa disparition. Seulement, à la différence des autres conventions d'assurances, elle n'astreint pas le bénéficiaire à justifier du préjudice qu'il a subi ; on ne lui demande pas de prouver quelle est l'étendue du dommage que lui occasionne la mort du souscripteur de la police ; du moment que telle somme a été promise dans le contrat primitif, la compagnie s'exécute, dès que la preuve de l'événement est rapportée. Il y a ici dispense de toute démonstration d'un dommage subi, parce qu'il y a présomption conventionnelle et absolue, d'après les termes mêmes de la police, que la disparition de l'assuré correspondra

à un véritable sinistre pour le bénéficiaire et l'atteindra gravement dans ses biens et dans sa fortune. Notamment, dans les rapports entre époux, la conclusion du contrat établissait que l'assuré avait des ressources suffisantes pour se priver chaque année de la somme nécessaire pour économiser, sous forme de primes, une certaine somme, payable à son décès, à l'autre époux ; c'est précisément ce capital, pour l'obtention duquel les primes étaient payées chaque année, qui est la représentation exacte du préjudice subi par le bénéficiaire.

L'assurance-vie n'est donc pas dépourvue du caractère fondamental qui doit se rencontrer dans tout contrat d'assurance ; elle est aussi une convention d'indemnité ; elle est destinée à réparer le préjudice subi par le bénéficiaire à raison de la disparition de celui qui avait su, par des sacrifices constants et répétés, obtenir de la compagnie la certitude qu'un capital serait payé, lors de son décès, au tiers désigné. En toute hypothèse, c'est dans l'éventualité même du décès que la police a été souscrite, c'est cet événement qui forme l'objet même du contrat ; il en est la substance et non un élément de nature secondaire comme l'est en principe une condition.

Dès lors, à quel titre prétendre que l'assurance est tombée en communauté ? S'il s'agissait d'un immeuble, appartenant à l'époux survivant et assuré contre l'incendie, soutiendrait-on qu'en cas de sinis-

tre l'indemnité représentative de l'immeuble anéanti irait grossir le patrimoine commun ? Certainement non. Ce serait l'époux propriétaire qui aurait droit à l'intégralité de l'indemnité d'assurance, à l'exclusion de la communauté. Or, si ce raisonnement est exact lorsqu'il s'applique à un événement qui est de nature à se produire au cours du mariage, à plus forte raison doit-il se trouver juste lorsque l'éventualité redoutée ne peut survenir qu'à la dissolution de la communauté. La mort de l'époux entraînera nécessairement la dissolution de l'union conjugale : comment donc assimilerait-on à un bien commun une valeur dont l'existence n'est pas compatible avec celle d'un régime entre époux, puisqu'il n'y a plus de mariage, et qui ne se trouve constituée qu'après la rupture du lien conjugal ? La conclusion certaine qui se dégage de cette démonstration et qui apparaît comme un principe de nature à résoudre toutes les difficultés soulevées par les questions de rapport, de réduction ou de récompense, c'est que le capital n'a pas été créé par le fait de l'assuré : celui-ci ne peut donc s'être appauvri, au profit du bénéficiaire, de ce que ce dernier a gagné, et ainsi se trouve établie l'inexactitude de la théorie construite par M. Vigié. Il ne suffit pas de dire que le capital s'est formé directement dans le patrimoine du bénéficiaire ; la valeur servie à celui-ci provient en réalité de l'assureur, qui

à su la constituer avec les primes, en les faisant fructifier par des opérations personnelles.

Dès lors, le capital assuré doit parvenir à l'époux survivant dans son intégralité et sans que les créanciers du conjoint prédécédé puissent formuler aucune réclamation en prétendant que cette valeur était comprise dans leur gage. Fréquents sont les conflits qui s'élèvent, à ce sujet, entre le tiers bénéficiaire et les créanciers du souscripteur ; ceux-ci soutiennent naturellement que le capital promis par l'assureur fait partie du patrimoine de l'assuré et notamment, quand le contrat est conclu au profit d'un époux, ils invoquent les articles 559 et 564 du Code de commerce, si l'assurance a été souscrite par un failli au profit de sa femme. Depuis 1888, la jurisprudence est fixée à cet égard : le capital n'ayant jamais appartenu au patrimoine de l'assuré, la désignation initiale du tiers a conféré à celui-ci un droit immédiat qui a pris naissance au jour même du contrat et les créanciers du stipulant seraient mal fondés à prétendre qu'ils ont été frustrés ainsi d'une valeur que l'assuré a soustraite par fraude à leur gage (1). Il n'y a pas à distinguer, d'ailleurs, selon que la conclusion de la police est antérieure ou concomitante à la période suspecte (2). La jurisprudence

1. Cass., 4 mai 1904. Pand., 04. 1. 321.

2. Cass., 7 août 1888. S. 1889. I. 97. D. 89. I. 118. — Grenoble, 22 janvier 1901. S. 03. 2. 17.

se prononce dans le même sens, lorsque le tiers bénéficiaire est le conjoint survivant et elle décide que les créanciers de la faillite ne peuvent pas se prévaloir des articles 559 et 564 pour obliger la femme à rapporter à la masse le montant de l'assurance (1).

Mais, lorsque les créanciers ont vu le capital assuré échapper à leurs réclamations, ils ont essayé tout au moins de demander au bénéficiaire le remboursement du montant des primes versées par l'assuré ; ils ont invoqué l'article 564 pour exiger le remboursement des primes comme représentant une libéralité faite en faveur de l'époux survivant. La Cour de cassation n'a point posé ici un principe absolu ; elle ne se rattache pas, avec une grande fixité, à la conception d'après laquelle, la communauté étant avant tout destinée à assurer l'existence du survivant, aucune indemnité n'est due par celui-ci même à raison des primes.

D'après la Cour suprême, la restitution des primes est une question de fait à résoudre suivant les circonstances (2). La restitution des primes, déclare M. Crépon (3), sera exigible « au cas où, par son

1. Cass., 7 août 1888, précité. — 23 juillet 1889. S. 90. I. 5 ; D. 90. I. 383.

2. Cass., 22 février 1888. D. 88. I. 193 ; S. 88. I. 121. — 7 août 1888. D. 89. I. 118 ; S. 89. I. 97. — 23 juillet 1889. D. 90. I. 383 ; S. 90. I. 5.

3. Note, S. 88. I. 125.

chiffre, la prime devra être considérée comme une partie du capital du failli ; mais non, si le montant de la prime rentre dans cette espèce de monnaie courante de revenus destinés à être dépensés d'une façon ou d'une autre, auxquels on peut appliquer l'expression romaine : *lautius vixisset* ». Quant aux Cours d'appel, elles distinguent la plupart du temps, selon que les primes ont été puisées sur les revenus ou prises sur le capital. Dans la première hypothèse, elles estiment qu'il n'y a pas appauvrissement du capital de l'assuré, les créanciers n'ont donc aucun droit à la restitution des primes (1). Si, au contraire, les primes ont été prélevées sur le capital, les deniers avec lesquels elles ont été acquittées manquent au gage des créanciers et peuvent être réclamées par ceux-ci.

Mais, comme le remarque M. Thaller, cette seconde hypothèse sera de beaucoup la plus rare : « presque toujours, l'assuré alimente son contrat par des prélèvements opérés sur ses revenus et sans attaquer le principal de ses biens. Le calcul d'un homme qui entamerait le fond de sa fortune pour se procurer le montant de ses primes serait un travail absolument insensé : mieux vaut laisser son capital intact que de le démolir pièce à pièce afin de le reconsti-

1. Besançon, 2 mars 1887. S. 87. 2. 213 ; D. 88. 2. 1. — Nancy, 17 janvier 1888. D. 89. 2. 153.

tuer d'un autre côté. Une application de valeurs déjà capitalisées à la police ne pourrait s'expliquer que tout exceptionnellement et dans l'une des deux situations suivantes : ou bien c'est un homme qui cherche éventuellement à soustraire à l'action de ses créanciers une portion de son avoir,... ou encore, l'année ne rendant pas tous les revenus ou tous les bénéfices qu'on en attendait, il faut, bon gré, mal gré, réaliser une valeur pour constituer la prime, si l'on ne veut pas se résoudre à un rachat ou à une réduction de police, qui ne passent pas en général pour des opérations avantageuses » (1). Toutefois, dans son *Traité de droit commercial* (éd. de 1898, n° 1752), M. Thaller affirme qu'il est conforme à l'esprit de la loi, tel qu'il se manifeste dans les articles 559 et 564, que les créanciers aient droit à la restitution des primes, à moins que la femme du failli ne démontre qu'elles ont été payées avec des deniers lui appartenant en propre (2). Ici encore, la solution proposée nous paraît inacceptable. Une libéralité ne saurait exister, au profit de l'époux survivant, que si l'acquittement des primes a occasionné une diminution appréciable du patrimoine de l'autre conjoint ; or, comment soutenir qu'un semblable

1. *Annales de Droit commercial*, 1898, p. 195.

2. Cf. Alger, 17 octobre 1892, S. 93.2.137 et note de M. Labbé.

résultat s'est produit, si la prime versée chaque année ne représente qu'une somme modeste par rapport aux ressources du ménage. Obliger le conjoint survivant à remettre, en pareil cas, dans la masse commune au profit des créanciers du prédécédé, le montant des primes ainsi acquittées, serait contraire à toute justice et lui occasionnerait un préjudice certain, alors que le but essentiel du contrat d'assurance est de réparer, dans la mesure du possible, le préjudice qu'il subit par la disparition de son conjoint.

Nous concluons donc qu'en principe, l'époux survivant ne saurait jamais être astreint à remettre dans la faillite des sommes qui n'ont pas amoindri le gage des créanciers ; la destination du contrat d'assurance serait manquée avec la décision contraire (1). La solution que nous préconisons nous paraît conforme à l'évolution des idées et à l'orientation de la législation à venir. En effet, d'après l'article 61 du projet de loi sur le contrat d'assurance dressé par la commission extra-parlementaire, « le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclamé par les créanciers de l'assuré, ces derniers ont seulement droit au remboursement

1. Aix, 24 mars 1886. S. 87.2.213. — Paris, 10 mars 1896. S. 98.2.245 ; D. 96.2.465. — Paris, 10 janvier 1900. D. 1900.2.489.

des primes dans les cas indiqués par l'article 2, alinéa... », c'est-à-dire dans l'hypothèse où elles sont manifestement exagérées par comparaison avec les facultés de l'assuré, en vertu, soit de l'article 1167 du Code civil, soit des articles 446 et 447 du Code de commerce. L'article 63, dernier alinéa, décide même que les articles 559 et 564, concernant les droits de la femme du failli, sont sans application en cas d'assurance sur la vie contractée par un commerçant au profit de sa femme.

Il nous reste à examiner quel est l'état de la question en jurisprudence dans les rapports entre l'époux survivant et la communauté, c'est-à-dire lorsque les intérêts du bénéficiaire se trouvent en conflit avec ceux des représentants du souscripteur de la police. Nous avons dit que la stipulation dont il s'agit présentait avant tout le caractère d'un contrat de prévoyance ; le mariage engendre en effet des préoccupations d'avenir, il est du devoir des époux de s'en inquiéter, surtout dans les ménages de condition modeste ou même de fortune moyenne où le travail de l'un des conjoints, généralement du mari, fournit la majeure partie des ressources destinées aux dépenses quotidiennes. En pareil cas, la disparition de l'un d'eux laissera toujours l'autre dans la gêne ou tout au moins lui occasionnera un changement sensible du train de vie auquel l'union conjugale l'avait habitué. Le contrat d'assurance a précisé-

ment pour objet de couvrir le risque dont l'éventualité apparaît comme si inquiétante ; avec une assurance de survie, celui des époux qui disparaît le premier aura du moins la consolation de penser que son conjoint est prémuni contre la mauvaise fortune. La jurisprudence s'est-elle pénétrée de cette idée, et les juges l'ont-ils considérée comme le principe directeur qui devait les guider pour la solution des difficultés si fréquentes qui surgissent à cette occasion ? Il faut examiner la question successivement à l'égard du capital et ensuite relativement aux primes.

§ 1. — *Sort du capital*

S'il s'agissait d'une assurance contractée antérieurement au mariage par l'un des fiancés au profit de l'autre, rien ne serait plus facile que de soustraire le montant du capital assuré à la règle qui décide que tous les biens meubles que possèdent les époux au jour du mariage tombent dans la communauté légale. Il suffirait aux époux d'adopter une clause de réalisation qui exclut du patrimoine commun les biens meubles possédés par chacun des époux antérieurement au mariage ; un procédé très simple s'offre à eux dans ce but : la communauté réduite aux acquêts. De cette manière, l'époux bénéficiaire ne

verra jamais aucune prétention s'élever sur la somme assurée, laquelle lui appartient en propre. Il serait possible, d'ailleurs, d'appliquer le même raisonnement et d'utiliser une stipulation de ce genre, c'est-à-dire une clause de réalisation, pour exclure par anticipation de la communauté le montant d'une assurance sur la vie qui serait contractée pendant le mariage.

Mais peu nombreux sont les époux qui songent à prendre des précautions aussi efficaces. D'ailleurs, confiants dans leur jeunesse, ils ne s'inquiètent pas toujours au moment de la célébration du mariage, aux éventualités que réserve l'avenir et ils songent à l'heure présente avant de penser au lendemain. La plupart du temps, l'assurance est contractée au cours de l'union conjugale par des personnes mariées sans contrat ou dont le contrat ne contient aucune clause analogue à celle que nous avons prévue. L'application pure et simple des règles de l'article 1401 conduiraient alors à décider que l'assurance, représentant un capital mobilier, doit être comprise dans la communauté au même titre que toutes les valeurs mobilières appartenant aux époux le jour du mariage.

Les conséquences d'une pareille théorie apparaissent immédiatement comme profondément contraires au sentiment qui a dicté la conclusion de ce contrat de prévoyance. En cas d'acceptation, la femme survivante n'a droit qu'à la moitié du capital assuré ;

elle vient le partager avec les représentants de l'autre époux et, si ceux-ci sont des parents éloignés, ou même des légataires étrangers, un pareil résultat n'est-il pas des plus choquants, car l'époux survivant tenait assurément une plus large place dans les affections du conjoint disparu. Si c'est la femme qui survit, elle perdra tout droit à l'assurance au cas où elle renoncera à la communauté ; rien ne saurait mieux démontrer l'injustice d'un système qui, au nom de la règle stricte du droit, est la négation même de la charité et de la justice. La stipulation devient alors sans utilité, puisque, contre les prévisions du souscripteur de la police, se dresse un obstacle désormais insurmontable. On comprend, dès lors, que les théories les plus ingénieuses aient été émises pour éviter de priver le survivant d'un avantage qui lui était clairement destiné. Pour nous peu importe le mérite juridique de chaque solution proposée ; les raisonnements juridiques n'ont pas d'ailleurs en cette matière toute l'importance qu'ils présentent dans les autres branches du droit ; il ne faut pas oublier, en effet, qu'un calcul mathématique se trouve à la base de la formation du contrat d'assurance, et il exerce une répercussion inévitable sur les conséquences que le contrat engendre dans le domaine des affaires. Deux points sont certains : le capital assuré n'est nullement le résultat de la succession des primes payées chaque année par le

souscripteur ; il est le produit mathématique de la réserve des primes acquittées par tous les assurés du même âge et de la même catégorie ; en outre, aucune valeur n'en est la représentation dans le patrimoine du souscripteur de la police. Enfin, l'intention certaine du stipulant a été de réserver à l'époux désigné l'entier avantage du contrat.

La jurisprudence a-t-elle utilisé ces données si simples pour déterminer l'attribution du capital promis par la compagnie ? L'évolution de la jurisprudence peut être caractérisée d'un seul mot : elle s'est formée progressivement mais invariablement en vue de garantir au bénéficiaire la possession en propre du capital stipulé. Au début, la jurisprudence a estimé qu'il y avait libéralité pure et simple en faveur de l'époux bénéficiaire.

Tel est l'avis auquel la Cour de cassation s'est rangée dans l'importante affaire Théodat : « Attendu que, par le contrat d'assurance du 10 mai 1871, la Compagnie *Le Monde* s'est obligée envers les époux Théodat mariés sous le régime de la communauté réduit aux acquêts et stipulant conjointement à payer, lors du décès du prémourant des deux époux, une somme de 20.000 francs à l'époux survivant ; que, de l'alternative prévue par ce contrat est résulté pour chacun des époux un droit éventuel sur la

1. Arrêt du 28 mars 1877. S. 77. 1. 393 ; D. 77. 1. 241.

somme assurée, soumis en même temps à la condition suspensive de sa propre survie et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint ; que la branche de l'alternative favorable à la dame Théodat s'étant réalisée par le prédécès de son mari, le droit éventuel du mari s'est résolu et celui de la femme survivante a été rendu au contraire définitif par l'accomplissement de la condition suspensive à laquelle il avait été soumis ; attendu que, par suite, les droits de la veuve Théodat doivent être réglés comme si l'assurance avait été contractée par Théodat sur sa propre vie et au profit de sa femme survivante ; attendu qu'il résulte des termes du contrat souverainement interprétés par les juges du fond, que Théodat a nécessairement voulu que sa femme survivante recueillît le capital assuré à titre de libéralité dans le cas même où elle renoncerait à la communauté ; attendu qu'il ne peut être contesté que Théodat avait la libre faculté de prendre des engagements personnels pour créer au profit de sa femme le droit au capital assuré qui fait l'objet du litige ; que cette stipulation par lui faite comme condition d'une stipulation qu'il faisait pour lui-même, au cas où il aurait été appelé à recueillir le bénéfice de l'assurance, était autorisée par l'article 112 du Code civil ; qu'elle a été faite au profit d'une personne déterminée et que l'acceptation de la dame Théodat résulte de son concours même au contrat d'assurance ;

qu'ainsi la défenderesse a le droit d'en recueillir le bénéfice, soit que les primes payées aient été fournies par le mari sur ses deniers personnels, soit qu'elles l'aient été en deniers de la communauté à laquelle elle a renoncé ; attendu qu'en rejetant, dans cette circonstance, les conclusions tant principales (tendant à l'attribution du capital à la communauté et, par suite, à la faillite) que subsidiaires (tendant au remboursement des primes), du syndic de la faillite Théodat, la Cour de Douai n'a point violé les textes invoqués par le pourvoi et a fait au contraire à la cause une juste application des principes généraux du droit et des règles de la matière ».

Dans cette première doctrine de la Cour de cassation, l'assurance sur la vie souscrite au profit du survivant apparaît, à titre de libéralité, comme une condition de la stipulation que le contractant avait passée pour lui-même, pour le cas où il survivrait. L'assurance serait donc une libéralité entre époux. Et, se rangeant à cette opinion, M. Couteau (1) fait remarquer que la prohibition des donations mutuelles entre époux par le même acte (2) n'est pas applicable à l'assurance dont il s'agit, par le motif que les libéralités prévues aux articles 1121 et 1973 du Code civil sont affranchies des formes requises pour les

1. *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 577.

2. C. civil, art. 1097.

donations. En outre, au nom de l'irrévocabilité des conventions matrimoniales (principe qui, à notre avis, n'a rien à voir dans la question) on conteste que l'un des époux puisse se constituer un propre, au moyen de valeurs qui, en définitive, ne peuvent sortir que de la caisse de la communauté, même à charge de récompense. Le bien ainsi obtenu est nécessairement un acquêt, mais, une fois qu'il a été constitué, chacun des époux a fait donation à l'autre de sa propre part dans cet acquêt. Sans doute, il n'y a pas eu consentement manifesté par ce dernier et contemporain du contrat ; mais cette circonstance importe peu, ou du moins l'on tourne la difficulté en disant que celui des époux qui autorise l'autre à contracter l'assurance dans les termes sus mentionnés renonce par là même au profit du contractant à sa propre part dans le capital assuré. Dès lors qu'il consent à la stipulation, il accepte en même temps qu'elle soit exécutée telle qu'elle a été formulée ; ce consentement équivaut à l'abandon de sa part à titre de libéralité ; et un arrêt de la Cour de Caen a en effet admis qu'il y avait donation (1). On a accentué cette argumentation en rappelant que le mari peut disposer à titre gratuit des effets mobiliers de la communauté, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit.

1. 6 décembre 1881, *Journal des Assurances*, février 1882, p. 55.

Du moment qu'il peut en disposer au profit de toute personne, il peut désigner sa femme comme bénéficiaire de sa disposition. S'il use de ce droit, le montant de l'assurance entre directement dans le patrimoine de celle-ci.

Dans une autre conception, qui, d'ailleurs, ne rencontre guère pour elle que l'appui de quelques décisions administratives (1), on a considéré que le capital provenant de l'assurance contractée par les deux conjoints au profit du survivant représentait un acquêt ; seulement, ajoute-t-on, chaque époux, en contractant au profit du survivant renonce à la part qui devrait revenir à sa succession pour avoir la chance de recueillir le capital entier en cas de survie. Il s'agirait, en d'autres termes, d'un véritable contrat commutatif et aléatoire entre époux, d'après lequel chacun d'eux serait censé vendre à l'autre sa part dans le capital assuré moyennant la chance, s'il survit, d'en recueillir seul la totalité. Mais c'est là une explication bien compliquée et qui présente d'ailleurs le défaut de se heurter à la règle contenue dans l'article 1595, qui interdit le contrat de vente entre époux, sauf dans les trois cas de dation en paiement qu'il spécifie. Cette théorie est donc à la fois antijuridique et inconciliable vraisemblablement avec la véritable interprétation du contrat d'assurance qui a existé dans la pensée des conjoints.

1. Comp. Sol. de l'enreg. du 28 mars 1877, *J. E.*, 20.398.

Du moment que l'assurance sur la vie ne présente ni le caractère d'une donation ni ceux d'un contrat aléatoire, il ne restait plus qu'un troisième parti à prendre pour qualifier sa nature juridique dans les rapports entre époux. Elle doit aboutir à constituer au profit de l'époux survivant une créance directe du capital assuré contre l'assureur, qui ne permette pas à la communauté d'élever une prétention sur le capital et de demander compte de la somme promise. Il s'agit, avant tout, de sauvegarder un intérêt qui est placé en dehors de la communauté ; sans doute, les époux ne peuvent pas se créer arbitrairement des propres, mais on ne peut pas leur demander de sacrifier un intérêt personnel qui aurait une existence distincte de celle de la communauté. Or, ici, l'intérêt à satisfaire, c'est la réalisation du désir de prévoyance qui a pour but de réparer le dommage matériel que la mort de l'assuré pouvait causer aux siens. Normalement ce sera le mari qui aura voulu ainsi garantir à la femme un capital payable le jour où il viendra à mourir ; le travail du mari constituant en fait l'unique ressource du ménage, il cherche ainsi à réparer éventuellement le préjudice qui résultera de son décès, et, par suite, il stipule une indemnité contre le risque que la communauté prématurément dissoute, ne laisse pas de quoi vivre à l'époux survivant. « Un tel contrat répond à des intérêts réels, graves, sérieux qui sont

naturellement et non arbitrairement en dehors de la communauté ; ce qui prouve que ce contrat n'est pas de ceux qui doivent nécessairement profiter à la communauté, c'est que, fait pour la communauté, il n'a plus le même sens, le même but, le même résultat. Il préserve alors contre la chance d'un décès prématuré tous les ayants cause de la communauté, notamment les créanciers de cette communauté ; il laisse en souffrance l'intérêt personnel de l'époux survivant.

Or est-il défendu à une femme qui peut, en répudiant la communauté, se décharger du passif de cette communauté, de chercher à se prémunir elle-même personnellement par une assurance contre le tort que lui cause le décès prématuré de son mari, lequel, quoique privé en mourant, de sa fortune par des revers, aurait pu la faire subsister par son travail ? Non, sans doute. Les règles sur la composition de la communauté n'ont jamais pour but d'empêcher un contrat licite, de s'opposer à une combinaison honnête. Les créanciers de la communauté, pour lesquels les époux ne sont pas tenus de contracter une assurance, ne sont-ils pas traités selon la justice, si l'on compte dans la communauté sous l'application de toutes les règles du droit commun le montant des primes acquittées, c'est-à-dire la somme totale des économies que les époux auraient pu faire. Le reste du capital est fourni par la compagnie en échange

de chances qu'elle a consenti à courir, en vertu d'un contrat complètement étranger aux créanciers (1).

L'actif de la communauté légale ne comprend pas, en définitive, les meubles que, d'après leur nature rigoureusement personnelle, l'époux auquel ils appartiennent n'a pas voulu rendre communs ; or, parmi ces meubles, figure le capital d'une assurance sur la vie souscrite au profit du survivant ; le capital qui est constitué ainsi dans la caisse de compagnie est destiné à sauvegarder un intérêt d'avenir qui lui imprime un caractère personnel et en fait un propre du survivant (2). Donc le capital assuré doit rester en dehors de l'actif commun.

On peut considérer aussi que l'assurance est l'acquiescement d'une véritable obligation morale. Cette stipulation, qu'a faite l'époux prédécédé au profit du survivant, naît de l'exécution de ce devoir moral ; en définitive, la destination propre des fonds de la communauté, c'est d'assurer l'existence de chaque époux ou de leurs enfants même après la dissolution du mariage. En s'assurant auprès d'une compagnie, chacun des époux a déchargé d'autant la communauté de l'obligation de mettre en réserve les sommes destinées à l'accomplissement de ce devoir

1. Observations de M. Labbé sur les arrêts de la Cour de cassation des 7, 12 février et 28 mars 1877. S. 77. 1. 393.

2. Note de M. Dupuich, sous Amiens, 18 mai 1897. D. 98. 2. 369 et *Traité pratique de l'Assurance sur la Vie*, p. 473.

moral; ainsi s'explique que les héritiers du mari ne puissent réclamer aucune fraction du capital assuré et que les créanciers de la communauté n'aient jamais acquis aucun droit sur cette somme qui n'a point été leur gage (1).

Aujourd'hui, on peut considérer la question comme définitivement résolue dans la pratique depuis l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 29 juin 1896 (2). Il s'agissait d'un mari qui, par deux contrats d'assurance, avait stipulé qu'un capital de 20.000 francs serait payé par une Compagnie d'assurances à sa femme lors de son décès; il y avait lieu de noter, d'ailleurs, que par un autre acte il avait donné à celle-ci l'universalité de tous ses biens meubles et immeubles. La femme bénéficiaire ayant survécu à son mari, qui ne laissait pour héritiers *ab intestat* que sa mère et une sœur, la mère, en sa qualité de réservataire, émit la prétention de faire réunir à la masse des biens existants, pour le calcul de sa réserve, en vertu de l'article 922, le montant du capital assuré. Sa demande fut repoussée par le tribunal de Melun le 7 avril 1892; elle interjeta appel, et outre le main-

1. Voir en ce sens Aix, 24 mars 1886, *Journal des Assurances*, 86, p. 89. — Besançon, 2 mars 1887 D. 88. 2. 1. — Lyon, 1^{er} mai 1888. *Journal des Assurances*, p. 88, 304. — Bourges, 7 mai 1888. S. 89. 2. 16.

2. S. 96. 1. 361. D. 97. 1. 73.

tien de ses conclusions primitives, elle demandait subsidiairement le rapport réel à la succession par la veuve bénéficiaire des primes payées par le défunt. Mais ses conclusions furent rejetées par la Cour de Paris ; la Cour décida que, le capital de la créance n'ayant jamais appartenu au patrimoine du mari, et ayant fait l'objet d'une attribution initiale au profit de la veuve, celle-ci n'était pas tenue de faire figurer ce capital à la succession pour le calcul de la réserve de la mère. La Cour rejeta même les conclusions subsidiaires tendant à la réunion du montant des primes à la masse pour le calcul de la réserve ; outre la circonstance qu'aucun quasi-contrat ni aucun contrat ne pouvaient obliger la bénéficiaire à une restitution de cette nature, la Cour se fonda sur un argument particulier : la succession s'était ouverte antérieurement à la loi du 9 mars 1891 et, par suite, la veuve, n'étant pas appelée *ab intestat* à la succession de son mari, ne pouvait être tenue de faire aucun versement à titre de rapport.

Ce qu'il importe de retenir, c'est que la Cour suprême, appelée à statuer sur ce point, décida que la femme ne pouvait pas être regardée comme tenant le capital assuré de son mari, attendu que celui-ci ne l'avait jamais possédé au nombre de ses biens. Cette jurisprudence engendre les conséquences suivantes : Le capital acquis au bénéficiaire n'est point l'objet d'une libéralité ; il n'est donc ni

soumis au rapport réel ou fictif mentionné dans les articles 843 et 922 du Code civil, ni exposé à l'action en réduction des héritiers réservataires. Tel est le dernier terme de l'évolution et l'étape finale de l'orientation dans laquelle la jurisprudence s'était lentement mais progressivement engagée. Il reste à déduire les autres conséquences de cette décision. Ramenée à l'étude des rapports entre époux, la question est simplement de savoir si l'époux survivant va être astreint à la récompense des primes.

§ 2. — *La question des récompenses*

Nous supposons comme définitivement réglé le sort du capital assuré. Celui-ci n'a jamais été une valeur commune et l'époux survivant en est irrévocablement approprié. Cet époux ne va-t-il pas du moins être tenu d'une récompense à la communauté, portant non pas sur le montant du capital, mais sur celui des primes payées à la compagnie ?

Pour obliger le survivant au paiement d'une indemnité, on soutient que celui-ci, touchant le capital stipulé, tire des biens de la communauté un profit personnel, puisque le capital n'a pu être payé qu'au moyen du service régulier des primes prélevées sur la communauté. Or, toutes les fois qu'un des époux tire du patrimoine commun un profit personnel, il en doit récompense (art. 1437). On pré-

tend que, quelle que soit l'origine du capital assuré, si les primes n'ont pas servi à créer ce capital, il y a tout au moins entre leur acquittement et l'obtention du capital assuré un rapport de cause à effet. Si l'époux survivant est aujourd'hui en possession de la somme promise à la compagnie, il doit, dit-on, cet avantage au versement régulier et exact des primes. Dès lors, il y a une relation intime entre le paiement des primes et le droit au capital et les conditions voulues pour l'application de l'article 1437 se trouvent réunies. Le résultat sera que l'époux survivant va être tenu d'une récompense, qui sera tantôt égale, tantôt inférieure et tantôt supérieure au chiffre du capital dont il profite. Il y a là une somme qui sera perdue notamment pour la femme, en totalité si elle renonce et pour moitié, si elle accepte la communauté. En toute hypothèse, le capital que l'un des époux avait ainsi désiré garantir à l'autre se trouve singulièrement diminué et le but de prévoyance du contrat est en partie manqué (1). La jurisprudence décide généralement, en ce sens, que l'époux bénéficiaire doit récompense à la communauté pour les primes prélevées sur les deniers communs en raison de l'assurance contractée au profit du survivant (2).

1. Balleydier et Capitant. « L'Assurance sur la vie et la Jurisprudence. » *Liv. du centenaire du Code civil*, 1904, p. 567.

2. Riom, 8 juillet 1890. S. 91.2.185. — Amiens, 18 mai 1897. D. 97.2.425 ; S. 01.2.12. — Nancy, 16 mars 1901. S. 02.2.7 ; D. 02.270. — Baudry, *Le Courtois et Surville. Traité du Contrat de Mariage*, 2^e édition, t. I, n° 853.

Mais, ce résultat est inadmissible : le but du contrat de prévoyance réalisé par les époux n'est pas atteint dans la mesure où l'auteur du contrat l'avait désiré ; la récompense devient ainsi une charge plus ou moins lourde pour l'époux survivant ; s'il reçoit un avantage, il est du même coup grevé d'une dette. Cette obligation de verser une indemnité à la communauté serait en réalité des plus onéreuses pour le survivant, car le montant des primes accumulées dépassera souvent le capital auquel a droit le conjoint bénéficiaire. On soutient que, pour les primes, l'obligation d'une récompense pèse sur le survivant, attendu que, chaque année, celui-ci a tiré un profit indirect de l'argent qui est sorti de la caisse commune, pour consolider le droit qui naîtrait un jour sur l'assurance à son profit. Mais on peut répondre à cette argumentation que, si elle est contraire à la destination économique du contrat d'assurance, elle ne se trouve pas non plus en parfaite harmonie avec l'application de l'article 1437 ; d'abord la somme assurée ne représente que la prime de la dernière année ; rigoureusement ce serait donc seulement cette dernière prime annuelle qui pourrait donner lieu à récompense (1).

D'autre part, même si l'assurance représentait

1. Couteau. *Traité de l'assurance sur la vie*, t. I, p. 179.

pour l'époux survivant une libéralité, il y aurait lieu de présumer dans le contrat une dispense de récompense au profit de cet époux survivant. Les circonstances laissent présumer l'intention du souscripteur de la police d'attribuer au survivant le bénéfice, non seulement du capital, mais encore de la dispense de toute indemnité à raison des primes. La jurisprudence a, d'ailleurs, souvent décidé à ce point de vue qu'il y avait donation indirecte des primes et que l'intention libérale au profit du bénéficiaire de la police pouvait être dégagée des circonstances de la cause (1). Les arrêts cités se montrent très larges ; si les primes ont été prélevées sur les revenus normaux du ménage, le mari sera facilement réputé en avoir consenti donation à sa femme, ou réciproquement. Pour nous, nous croyons qu'il faut toujours se rappeler de la destination initiale et essentielle du contrat d'assurance, chaque époux, en souscrivant un contrat de ce genre, se propose d'assurer l'existence de son conjoint pour l'avenir ; il se borne par là à l'acquittement d'une obligation naturelle, qui a son fondement dans les relations réciproques d'affection et de solidarité mutuelles qu'engendre le mariage. Il ne s'agit point d'une libéralité, attendu

1. Paris, 10 janvier 1900. D. 1900.2.489 ; S. 04.2.105 ; et surtout Nancy, 16 mars 1901. S. 02.2.7 ; D. 02.270.

que l'obligation d'entretien de chacun des époux par l'autre se prolonge même après la rupture du lien conjugal par la mort ; elle n'est point éteinte lorsque l'événement du décès vient mettre brusquement fin à l'union conjugale. Or, en contractant une assurance sur la vie, l'époux ne fait qu'obéir à ce sentiment et qu'accomplir son devoir. C'est une manière d'exécuter l'obligation alimentaire entre conjoints, qui vient s'ajouter aux modes de satisfaction prévus par le Code dans les articles 205 et 567. On sait que, même après le divorce, l'époux qui n'est pas coupable a droit encore à des aliments ; rien ne saurait mieux démontrer que les ressources de chacun des conjoints sont normalement destinées à garantir l'existence du survivant. Dans tous les cas où la loi ne lui en a point fait une obligation légale, il y a, tout au moins, un devoir naturel, et le conjoint l'a régulièrement acquittée en payant les primes d'une assurance sur la vie au profit de l'autre époux (1). Puisque nous ne sommes pas en face d'une libéralité, de quel droit exigerions-nous une récompense de l'époux survivant.

D'ailleurs, comme le remarque M. Wahl, « si l'article 1437 avait quelque influence sur la question, on pourrait soutenir que ce n'est pas seulement des

1. Voir notamment Caen, 21 mai 1887. *Journal des Assurances*, 88, p. 523 et Trib. Seine, 4 mars 1902. D. 03.2.13.

primes, mais du capital tout entier que l'époux bénéficiaire devrait récompense ; en effet, l'article 1437 fait porter la récompense sur le montant du profit que les biens de la communauté ont procuré au conjoint, c'est-à-dire sur l'étendue de son enrichissement, et c'est du capital qu'il s'est enrichi ; la jurisprudence d'après laquelle le capital naît directement en la personne du souscripteur de l'assurance ne pourrait pas servir d'objection ; car elle signifie seulement que, si le capital n'a pas été pris sur le bien de la communauté, le profit n'en portait pas moins sur le capital » (1). En tout cas, si le capital se trouvait inférieur au montant des primes payées, il serait inadmissible, sous peine d'imposer au survivant un véritable sacrifice, de l'obliger à verser à titre d'indemnité à la communauté le montant des primes payées (2).

Au point de vue fiscal, l'administration de l'enregistrement étant obligée de conformer ses perceptions aux règles traçant, d'après le droit civil, les caractères fondamentaux de chaque contrat, il en résulte que, depuis l'arrêt du 29 juin 1896, l'administration ne saurait être admise à prétendre que, pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible, le capital assuré doit être réuni effectivement à

1. Wahl. *Revue trimestrielle de Droit civil*, p. 70.

2. Cf. Wahl, note sous Paris, 10 janvier 1900. S. 04. 2. 105.

la masse des biens laissés par le souscripteur de la police. Sans doute, l'article 6 de la loi du 20 juin 1875 déclare qu'il faut considérer, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la masse de la succession de l'assuré le capital stipulé payable au décès de celui-ci ; seulement, ce texte ne doit pas être entendu d'une façon trop absolue ; le législateur s'est proposé simplement d'imposer au bénéficiaire l'acquittement des droits de mutation par décès sur l'émolument que lui procure l'assurance, absolument comme si cet avantage avait été compris dans la succession de l'assuré. Mais cette règle fiscale déroge absolument aux principes de droit civil, et elle ne doit pas être entendue d'une façon extensive ; la loi de 1875 perd donc toute autorité lorsqu'il ne s'agit plus de la perception des droits exigibles à raison du capital assuré et, toutes les fois qu'il s'agit de former la masse des biens de la succession, de déterminer ce qui doit revenir aux héritiers à réserve ou aux légataires, en vue de fixer la valeur imposable de la part dévolue à chacun d'eux, ce n'est plus à la loi de 1875, mais bien aux principes admis en droit civil qu'il convient de se rapporter. Or, d'après l'arrêt de 1896, le capital assuré ne doit pas être imputé sur le capital disponible, car celui-ci n'a pu être entamé que par les libéralités de bien sorties du patrimoine du défunt. La conséquence est donc qu'au

point de vue fiscal le bénéficiaire doit l'impôt sur l'intégralité du capital assuré, sans tenir compte des libéralités excessives qui auraient pu être consenties par le défunt.

Enfin, si l'époux survivant qui bénéficie du montant de l'assurance a reçu en même temps du conjoint prédécédé d'autres libéralités, entre vifs ou testamentaires, en usufruit, celles-ci, à la différence de la somme assurée, sont sujettes à réduction. Or, dans l'hypothèse normale où le *de cujus* laisse des enfants issus de son mariage avec le survivant, peut-il disposer d'un quart en propriété et d'un quart en usufruit, ou de moitié en usufruit au profit de l'époux survivant, malgré la présence de l'assurance ? Il résulte, sans difficulté, de l'arrêt de 1896 que le capital assuré, n'étant pas un bien donné, ne doit pas être imputé sur la quotité disponible et, par suite, aucune libéralité n'ayant été en réalité consentie par le prédécédé au profit du survivant, le défunt a valablement disposé au profit de son conjoint de la moitié en usufruit de son patrimoine. Cette règle, qui nous paraît exacte en matière civile, s'applique également en droit fiscal.

Enfin, l'assurance sur la vie, dans l'hypothèse où elle aurait été contractée par un époux ayant des enfants d'un précédent mariage, ne mettrait pas obstacle, puisqu'elle n'a pas le caractère d'une libéralité, à ce que le conjoint survivant puisse cumuler,

d'une part, sans réduction, le capital assuré à son profit et, d'autre part, les libéralités qui ont pu lui être consenties, ces dernières sortant à effet jusqu'à concurrence d'une part d'enfant et, au maximum, du quart des biens du disposant. Telles seraient les règles qu'il y aurait lieu de suivre pour se conformer à l'arrêt de 1896 en matière de droits de mutation par décès (1).

Une dernière question consiste à se demander, en droit civil et fiscal, si la situation du conjoint bénéficiaire de l'assurance va se trouver modifiée, par le fait du contrat, au point de vue de l'usufruit qui lui est dévolu par l'article 767 du Code civil ; en d'autres termes, le conjoint survivant doit-il imputer le montant du capital assuré sur son usufruit successoral ? Il est certain, d'abord, que le versement du capital assuré exonère la succession de l'époux prédécédé de toute obligation alimentaire de l'article 205, puisque la femme ou le mari survivant se trouve, en vertu du contrat, à l'abri du besoin. On pourrait être tenté, appliquant à la lettre l'arrêt de 1896, de déclarer que, l'assurance n'étant pas une libéralité, l'époux bénéficiaire ne pourra être

1. Cf. Lacoste. « De l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers déterminé. » *Revue trimestrielle de Droit civil* 1905, p. 224 et suiv., et Sol. régie, 5 juin 1897, *J. E.*, n° 25.265 et *Répert. enreg.*, 1801.

contraint d'imputer le capital assuré sur la part en usufruit à laquelle il a le droit de prétendre comme successeur *ab intestat* ; en conséquence, il cumulerait le bénéfice de l'assurance et l'usufruit légal sur la moitié ou le quart de la succession qui lui advient en vertu de l'article 767 nouveau du Code civil. Comment pourrait-on, en effet, assujettir le conjoint survivant à une imputation, s'il n'obtient le capital assuré que de la compagnie et non de son conjoint, qui n'a jamais été propriétaire de cette valeur ? Cependant, nous pensons que l'imputation s'impose, notamment si la femme survit et qu'elle accepte la communauté, l'imputation devra se faire pour moitié, car elle reçoit une moitié de la communauté comme copropriétaire, et l'autre moitié comme ayant cause de son mari ; celle-ci devra donc s'imputer sur l'usufruit légal. Si la femme renonçait à la communauté, le capital assuré serait imputable dans son intégralité sur l'usufruit revenant à l'épouse. Quant au mari, il imputerait toujours à concurrence de moitié, le capital assuré par l'usufruit légal. On prétend que le capital assuré n'étant pas une libéralité, il n'y a pas lieu de réunir fictivement à la masse des biens laissés par le défunt le montant de l'assurance, pour fixer l'étendue de l'usufruit légal revenant à l'époux survivant. Mais on oublie que l'article 767 présente avant tout un caractère alimentaire ; il est essentiellement une application largement

comprise de la dette alimentaire ; or, l'assurance sur la vie, elle aussi, cherche à atteindre le même résultat ; elle est destinée à assurer l'existence du survivant ; il est donc logique de l'imputer sur l'usufruit de ce dernier (1).

1. Sol. d'enreg. du 5 juin 1897, *R. E.*, 1801. — *J. E.*, 25265.

CONCLUSION

L'examen des différents procédés au moyen desquels peut être réalisé le contrat de prévoyance entre époux démontre que l'assurance sur la vie constitue le meilleur moyen de mettre le survivant à l'abri du besoin. Le contrat d'assurance sur la vie permet d'opérer une transmission de valeur qui est de nature à satisfaire les intérêts familiaux les plus légitimes. L'assurance apparaît comme destinée à garantir de la manière la plus efficace les intérêts des époux contre les événements malheureux que réserve l'avenir. Grâce à la conception nouvelle du droit propre, le capital assuré ne s'est point formé dans le patrimoine du souscripteur lui-même, mais chez l'assureur ; c'est la compagnie qui est directement liée envers le tiers bénéficiaire ; le droit de l'époux survivant se trouve ainsi fondé non pas sur la législation matrimoniale, mais sur un acte unilatéral, sur un engagement pris par la compagnie de lui verser le montant de la somme fixée par la police, sur l'indication du souscripteur.

La jurisprudence, admettant cette solution, se borne, d'ailleurs, à suivre une voie où se sont déjà engagées les législations étrangères. C'est ainsi que la loi danoise du 7 avril 1899, article 18, et la loi norvégienne du 29 juin 1888, article 20, font de la rente viagère et de l'assurance sur la vie contractées au profit de l'un des époux un bien propre. D'après le premier texte « sont exclus de la communauté non seulement les droits personnels, alors même qu'ils sont productifs de revenus, tels que les droits d'auteur et autres analogues, mais aussi les droits faisant partie du patrimoine qui sont inséparablement attachés à la personne du titulaire : tels que pensions, rentes viagères, rentes de survie, etc. » La loi norvégienne s'exprime d'une manière analogue : « Le capital assuré sur la vie ou la rente viagère stipulée au profit de l'un des conjoints lui est propre sauf disposition contraire. » La législation du Canada contient également une série de lois spéciales qui ont pour objet de faire de l'assurance sur la vie un bien propre (1).

Le projet de loi qui est à l'étude depuis le mois d'avril 1902 et qui tend à réglementer le contrat d'assurance et les rapports contractuels entre les assureurs et les assurés (2) a donné lieu, sous l'em-

1. Prieur. *De la théorie générale des récompenses*, thèse, Paris, 1908, p. 207.

2. Exposé des motifs rédigé par M. Lyon-Caen.

pire de l'ancienne législature et aussi depuis que son étude a été reprise en 1906 par la commission extra-parlementaire, au cours de la législature actuelle, à de nombreux travaux par les membres de la Commission dont il s'agit.

Les articles 58 et 61 du projet (qui en contient 82, divisés en cinq titres) consacrent la jurisprudence actuelle et décident que le bénéfice de l'assurance contractée au profit d'un tiers déterminé ne fait pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la nature de la souscription, est réputé y avoir seul droit, à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré. D'après l'article 60, les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises ni aux règles du rapport à la succession ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré. Ces règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de prime, à moins que celle-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés. Les articles 63 et 64, qui prévoient spécialement le contrat d'assurance entre époux, décident que le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en bien en faveur de son conjoint échappe à la communauté et constitue un propre pour celui-ci. Aucune récompense n'est due

à la communauté en raison des primes payées par elle.

Ainsi se trouve pleinement atteint le but proposé recherché par chacun des conjoints en contractant une assurance au profit de l'autre. Il n'y aurait récompense des primes, d'après l'article 60, 2^e alinéa, que si les primes acquittées avaient été manifestement exagérées par rapport aux ressources de la communauté. Enfin, l'exposé des motifs écarte, quand les époux contractent des assurances réciproques en cas de décès par une seule et même police, l'objection qui consiste à s'appuyer sur l'article 1097 pour conclure à la nullité. Sans doute, ce texte défend aux époux de se faire des donations réciproques par un seul et même acte, mais il pose une règle de forme qui, déclare l'exposé des motifs du projet, est sans application aux libéralités qui forment les accessoires d'un contrat à titre onéreux, ainsi qu'il résulte de l'article 1073.

Aujourd'hui, la tendance générale en matière d'assurances sur la vie, doit être de respecter le plus possible l'intention du souscripteur de la police, et de garantir le fonctionnement normal d'une institution dont le but est si respectable. La théorie qui, au point de vue législatif, est de beaucoup la meilleure, est celle qui se base exclusivement sur la volonté de l'assuré recherchée par les tribunaux (1).

1. Wahl, *loc. cit.*, p. 174.

Il serait déplorable que l'assurance pût être rapportée intégralement à la communauté ; ce résultat serait en contradiction avec la destination même du contrat. Il ne serait pas moins illogique de contraindre l'époux survivant à opérer à la communauté la récompense des primes ; ce serait alors contre-balancer par un lourd sacrifice l'avantage qu'il recueille, et peut-être neutraliser complètement les effets et les caractères essentiels de l'assurance, qui est, avant tout, un contrat d'indemnité. Le risque couru dans la catégorie d'assurances que nous avons étudiée est la mort du conjoint ; l'indemnité ne peut donc être totale que si l'époux survivant la recueille en totalité et sans être grevé d'autres charges qui viennent peser lourdement sur ses revenus. De même que la loi du 29 mars 1898 a permis de considérer les legs comme présumés consentis avec dispense de rapports, de même il est de toute nécessité, dans l'intérêt supérieur de la famille, d'affranchir de toute récompense l'époux qui recueille, à la dissolution de la communauté, le bénéfice d'une assurance. L'assurance seule donne satisfaction à l'idée que l'époux survivant tenait une trop grande place dans l'affection du défunt pour que celui-ci n'ait pas songé à le prémunir contre le besoin, lorsque l'heure de la solitude aura sonné. Un pareil contrat ne peut donc qu'être l'objet des encouragements du législateur et de la jurisprudence ; il ne faut pas que, sous pré-

texte de procéder à l'application stricte des règles du droit civil, on cherche à entraver son développement. La récompense serait une injustice dans les rapports entre époux ; elle supprimerait absolument l'utilité du contrat de prévoyance. Il est à présumer que la jurisprudence s'engagera de plus en plus dans cette voie, et finira par se ranger, sans revirements à une solution que commande l'équité et qui ne se trouve d'ailleurs en contradiction ni avec les règles de la logique ni avec les principes du droit civil.

Vu :
Le président de la thèse,

WEISS

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Les mesures de prévoyance prises par la loi elle-même	7
CHAPITRE I. — Les dépôts à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	25
CHAPITRE II. — Des réversions d'usufruit ou de rentes viagères au profit du survivant des époux	35
§ 1. — Réversion d'usufruit entre époux	36
§ 2. — Réversion de rentes viagères entre époux ..	51
CHAPITRE III. — L'assurance en cas de décès entre époux au profit du survivant	91
CONCLUSION	150

